



Chaque année, de nombreuses personnes fuient la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et l'Afrique centrale et de l'Est. Ici, une femme dans un camp de personnes déplacées internes va chercher de l'eau. Somaliland, août 2018. Photo : Dustin Barter/Oxfam.

LE NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT-PAIX

Quelles implications pour les organisations multi-mandatées ?

Les documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions de développement et de politique humanitaire. S'agissant de « travaux en cours », ces documents ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne traduisent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles de l'auteur-e et pas forcément celles d'Oxfam.

Pour obtenir plus d'informations ou pour réagir à ce document, envoyez un courriel à jfullwood-thomas1@oxfam.org.uk

SOMMAIRE

Résumé	3
1 Introduction	7
Terminologie	8
2 Quelles nouveautés avec le nexus ?	10
Changer le système pour l'adapter aux réalités des personnes	10
Reconnaître l'importance de la paix	12
Des bouleversements dans le système d'aide	14
3 Quelles sont les implications pour le financement de l'aide ?	17
Banque mondiale	19
Union européenne	20
4 A quoi ressemble une approche en nexus ?	22
Que nous apprennent les stratégies d'intervention d'urgence holistiques ?	22
Observations sur les programmes	25
Implications vis-à-vis de l'exécution des programmes	32
5 Quelles sont les opportunités d'une approche en nexus ?	36
Programmes	36
Financement	38
Politique	38
6 Quelles sont les questions clés ?	39
Quels sont les risques inhérents à une actions humanitaire fondée sur des principes ?	39
Est-il possible de répondre efficacement aux besoins humanitaires tout en travaillant étroitement avec les états ?	40
Comment les priorités seront-elles équilibrées entre les piliers humanitaire, développement et paix ?	41
Comment la paix est-elle comprise ?	42
Les approches en nexus seront-elles plus efficaces que le précédent système ?	42
Qui est inclus ?	43
Le financement sera-t-il plus approprié ?	43
7 Conclusions	45
Notes	47

RÉSUMÉ

Les conflits sont de plus en plus longs et les chocs climatiques sont plus intenses et plus fréquents. Ce cocktail alimente un cycle de vulnérabilité. Le développement durable et les solutions pérennes au déplacement sont impossibles sans paix. L'aide humanitaire, les programmes de développement et l'établissement de la paix ne sont pas des processus successifs : tous sont requis simultanément.

Le concept de « nexus humanitaire-développement » ou de « nexus humanitaire-développement-paix » est né d'une réflexion sur cette notion. Il porte sur le travail à déployer pour s'attaquer de manière cohérente à la vulnérabilité des personnes avant, pendant et après les crises. Il remet en cause le statu quo du système d'aide, surchargé et sans réelle coordination entre les projets de développement et les interventions humanitaires, et donc incapable de répondre efficacement aux besoins des personnes les plus vulnérables¹.

L'idée ne date pas d'aujourd'hui. Le nexus est le prolongement d'efforts de longue date dans les domaines humanitaire et du développement, comme la réduction des risques de catastrophe, le lien entre aide d'urgence, réadaptation et développement, l'importance de la résilience et la prise en compte des situations de conflit dans l'ensemble des interventions.

Toutefois, et contrairement à ce qui se faisait, le dialogue sur le nexus va au-delà d'une approche programmatique ou conceptuelle. Il a trait aux changements structurels en cours dans l'ensemble du système d'aide, qui transforment la manière dont l'aide est planifiée et financée. Ces changements auront de profondes répercussions sur ce que nous faisons, la manière dont nous le faisons et les personnes avec lesquelles nous le faisons. Par exemple, les Nations unies et la Banque mondiale ont mis en place la Nouvelle façon de travailler (New Way of Working, NWoW) pour déployer l'approche en nexus³. L'Organisation de coopération et développement économique (OCDE) a fait du nexus une priorité, et les membres du Comité d'assistance au développement (CAD) montrent des signes de changement dans la manière dont ils financent les programmes. Cela est en outre d'une grande actualité pour le « Grand Bargain »⁴ et la Réforme du système des Nations unies pour le développement. Toutes les agences des Nations unies et de nombreux bailleurs et ONG multi-mandatées soutiennent l'approche⁵. Les vastes changements opérés dans le système et, dans une certaine mesure, la manière dont les bailleurs fournissent des financements, indiquent que le cadre en nexus est plus susceptible que les initiatives précédentes d'avoir un impact sur la manière dont l'aide est coordonnée, financée et fournie.

L'accent placé sur une approche plus cohérente offre de nombreuses opportunités. Le fait de répondre aux besoins immédiats tout en veillant à des investissements à plus long terme pour s'attaquer aux causes systémiques des conflits et de la vulnérabilité (comme la pauvreté, les inégalités et le manque de systèmes de redevabilité opérationnels) est plus susceptible de réduire l'impact des pressions ou des chocs cycliques ou récurrents et de soutenir la paix indispensable pour promouvoir un développement durable. La mise en œuvre d'une approche en nexus offre une réelle opportunité de renforcer la justice entre les femmes et les hommes, notamment par un soutien à long terme des organisations de défense des droits des femmes et en veillant à intégrer les droits des femmes à la fois dans les interventions immédiates et dans les réalisations à plus long terme. De la même manière, l'accent pouvant être

Le genre est de loin le principal déterminant de la capacité d'action d'une personne, en situation de crise ou non. Pourtant, en 2016–2017, seulement 4 % du financement des membres du CAD de l'OCDE étaient destinés à des programmes dédiés dont les principaux objectifs avaient trait à l'égalité femmes-hommes ou à l'autonomisation des femmes. Quelque 62 % de l'aide totale ne tenaient pas compte des questions femmes-hommes².

placé sur le leadership local et le développement de systèmes nationaux et locaux pour fournir des services sociaux essentiels de manière redevable offre l'opportunité d'interventions plus durables, appropriées et transformatrices. Le dialogue actuel comprend un volet très opportun sur l'alerte précoce, l'action précoce et la prévention.

Toutefois, parallèlement à ces opportunités, les organisations humanitaires doivent être conscientes des défis potentiels. Lorsque la priorité est accordée aux objectifs de développement à long terme dans l'ensemble du système, il existe un risque de voir les interventions appropriées faire défaut pour les besoins humanitaires immédiats. Tandis que l'action humanitaire s'inscrit toujours dans un contexte politique et peut souvent être biaisée⁶ (lorsque l'État est partie prenante d'un conflit et/ou ne veut ou ne peut pas répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables), le fait de mettre davantage l'accent sur le rôle des institutions publiques (ce qui peut se produire du fait que les programmes de développement fonctionnent de façon plus délibérée avec les autorités nationales et locales) risque d'être aux dépens de l'acceptation et de la fourniture d'une aide indépendante et impartiale. Cela pourrait également laisser davantage de latitude aux bailleurs pour politiser les interventions humanitaires d'après leurs priorités.

D'un autre côté, en accordant la priorité à l'aide humanitaire dans l'ensemble de l'intervention (comme cela se produit dans de nombreuses crises longues et cycliques), il y a un risque de négliger le renforcement des systèmes locaux pour leur permettre de fournir des services sociaux essentiels de manière redevable et de prévenir et se préparer aux crises à venir. Cela peut aussi conduire à ignorer les causes systémiques des conflits et de la vulnérabilité, notamment la pauvreté, les inégalités et le manque de systèmes démocratiques performants. Cela pourrait même affaiblir les systèmes existants en les contournant. De la même manière, dès lors que la prise en compte des conflits ne fait pas partie des priorités, il existe un risque d'exacerber les tensions sociales et de nuire. Il n'y a à ce jour aucun consensus franc quant à ce que signifie l'intégration de la paix dans les programmes, ni quant à la manière dont cela doit être fait. Oxfam a la conviction que la paix doit s'inscrire dans une approche communautaire ascendante qui s'attaque aux causes profondes (« paix positive ») plutôt que d'être formulée en des termes sécuritaires (« paix négative »).

Il est essentiel de trouver le bon équilibre entre les approches humanitaire, du développement et de la paix. La manière dont celles-ci sont intégrées est également déterminante. Une approche en nexus ne doit jamais servir de prétexte pour ne pas apporter une aide humanitaire opportune lorsque cela est nécessaire, ni pour réduire l'assistance au développement.

Le fait de reconnaître et de réagir à ces contextes changeants est devenu la nouvelle norme pour de nombreuses organisations multi-mandatées, qui se transforment en même temps que le reste du système d'aide. Pour Oxfam, l'approche en nexus présente des similarités, tout en allant au-delà, avec son approche de programme intégré. Mise en place de longue date, cette dernière vise à allier les programmes humanitaires et de développement avec le travail de campagne pour un changement structurel. Elle a en outre beaucoup en commun avec le *Cadre d'Oxfam pour un développement résilient*⁷, conçu pour renforcer les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des femmes et des hommes afin de gérer, d'orienter et de perpétuer le changement dans des systèmes complexes. La mise en œuvre effective d'une approche en nexus humanitaire-développement-paix (triple) dépasse toutefois ces seuls cadres, en l'état actuel. Cela impliquera de repenser les mécanismes financiers, les méthodes de travail et l'expertise requise, et de réfléchir à la manière

dont nous fixons les normes et définissons le succès. Nous avons notamment besoin d'intégrer la prise en compte des conflits de façon plus délibérée et systématique et de renforcer les capacités locales en matière de paix.

Les enseignements spécifiques identifiés dans le cadre de l'expérience d'Oxfam dans ses programmes en cours incluent notamment :

- le besoin d'analyses contextuelles holistiques et intégrées qui préservent néanmoins un espace pour les évaluations humanitaires autonomes basées sur les besoins ;
- les stratégies à long terme soutenant la transformation systémique sur des cycles à long terme, en particulier dans les contextes fragiles ; et
- l'investissement dans la gestion adaptative.

Ceux-ci devraient permettre aux programmes de rester agiles et réactifs aux changements de contexte et donner lieu à un partage des capacités et à une collaboration entre les acteurs humanitaires, du développement et de la paix accompagnant les personnes chargées de la mise en œuvre à sortir de leur zone de confort. Qui plus est, le recours à une analyse holistique pour fournir des indicateurs de réussite transversaux inciterait à la collaboration entre le personnel humanitaire et le personnel de développement. Il convient donc de souligner que le « comment » est tout aussi important que le « quoi » pour mener à bien les approches en nexus.

Afin de développer une approche en nexus, les collègues doivent être rassemblés et de nouveaux comportements doivent être assimilés. Cela exigera de rechercher un consensus, de négocier et de bâtir de nouveaux partenariats ; de maîtriser et de communiquer des idées complexes ; d'adopter une approche systémique ; de favoriser le dialogue ouvert ; et de co-crée des idées. Des investissements sont requis pour développer des outils, une analyse et un langage communs, veiller à ce que les opinions des personnes frappées par les crises soient intégrées à chaque étape et placer le leadership local en première ligne. Tout cela exigera des instruments de financement souples et des changements dans les structures de gestion des programmes. L'approche exige également humilité, respect mutuel et compromis. Un dialogue permanent de haut niveau entre les services et un espace pour la co-création sont nécessaires pour s'assurer que la valeur de chaque secteur est reconnue et que l'apprentissage est possible. Si le leadership est essentiel, le nexus ne peut pas « appartenir » à une discipline à l'exclusion de toute autre. Un dialogue permanent basé sur la complémentarité et l'égalité est indispensable.

Cela ne doit pas prendre la forme d'une transition majeure imposée par le haut sans refléter ni tenir compte des contextes dans lesquels il est appliqué. Par conséquent, à mesure que de nouveaux systèmes sont développés et intégrés et que l'on explore les enseignements, il est essentiel que les politiques et les pratiques s'appuient sur des dialogues au niveau des pays. Les organisations multi-mandatées doivent évaluer avec honnêteté les tensions probables entre une attention portée aux approches transformationnelles concertées et leur inclinaison à intervenir rapidement à grande échelle et à prendre des risques. Cela impliquera de trouver le juste équilibre entre les bonnes relations avec les gouvernements et l'obligation de défendre les droits des personnes vulnérables face aux inégalités, aux discriminations et aux violations des droits humains.

Le nexus a le potentiel pour rendre l'aide plus efficace. Il offre également une bonne opportunité pour travailler à un objectif commun avec l'ensemble des parties prenantes.

Les efforts destinés à placer l'expérience des femmes et des hommes au centre, à renforcer les capacités locales et à garantir une réponse holistique aux besoins actuels et aux causes profondes sont les bienvenus. Pour que le nexus porte vraiment ses fruits, il convient toutefois de prêter une attention particulière aux enseignements tirés, à l'adaptation et à la mise en avant des droits des personnes vulnérables.

1 INTRODUCTION

La nature de plus en plus longue et récurrente des crises se traduit par une palette plus vaste de besoins qui se recoupent et se cumulent, ainsi que par une incertitude croissante dans les différents contextes. Nous devons plus que jamais intervenir rapidement et nous attaquer aux inégalités exposant certains groupes à des risques spécifiques et à long terme, comme les communautés marginalisées, les femmes et les jeunes. Une approche plus concertée offrirait des opportunités pour répondre de manière plus efficace et holistique aux besoins des personnes. Le concept de « nexus humanitaire-développement » ou de « nexus humanitaire-développement-paix » est né d'une réflexion sur cette notion. L'approche en nexus découle en partie d'une reconnaissance du fait que les besoins d'urgence (et les identités des personnes les plus touchées) sont souvent symptomatiques de problèmes sous-jacents reflétant des injustices et des inégalités plus vastes. Le nexus représente une opportunité pour s'attaquer à ces causes profondes et reconnaître que les crises humanitaires peuvent être provoquées et/ou amplifiées par de mauvaises politiques de développement et un manque d'investissement dans le développement inclusif et approprié. Ainsi, le fait de répondre aux besoins vitaux tout en veillant à des investissements à plus long terme pour s'attaquer aux causes systémiques des conflits et de la vulnérabilité est plus susceptible de réduire l'impact des pressions ou des chocs cycliques ou récurrents et de soutenir la paix indispensable pour promouvoir un développement durable.

« Il convient de mettre [...] l'accent sur l'obtention de résultats collectifs [...] en travaillant de façon collaborative et complémentaire, par-delà les frontières institutionnelles, sur la base des avantages comparatifs dont dispose chaque communauté d'acteurs, tout en respectant pleinement les principes humanitaires et en mettant à profit les synergies pour atteindre les objectifs de développement durable. »

Conclusions du Conseil de l'UE, « Donner un contenu opérationnel aux liens entre action humanitaire et développement⁸ »

L'idée ne date pas d'aujourd'hui. Le nexus est le prolongement d'efforts de longue date dans les domaines humanitaire et du développement, comme la réduction des risques de catastrophe, le lien entre aide d'urgence, réadaptation et développement, l'importance de la résilience et la prise en compte des situations de conflit dans l'ensemble des interventions. Toutefois, et contrairement à ce qui se faisait, le dialogue sur le nexus va au-delà d'une approche programmatique ou conceptuelle. Il a trait aux changements structurels en cours dans l'ensemble du système d'aide, qui transforment la manière dont l'aide est planifiée et financée. Ces changements auront de profondes répercussions sur ce que nous faisons, la manière dont nous le faisons et les personnes avec lesquelles nous le faisons. Parallèlement à ces opportunités, Oxfam et les autres organisations humanitaires doivent être conscientes des défis potentiels liés à une approche en nexus. Il est essentiel de trouver le bon équilibre entre les volets « humanitaire », « développement » et « paix ». La manière dont ceux-ci sont intégrés est également déterminante.

Il est indiscutable que la transition vers un nexus humanitaire-développement-paix a de profondes répercussions non seulement sur ce que font les organisations, mais aussi sur la manière dont elles le font et les personnes avec lesquelles elles le font.

Le présent document souligne certaines problématiques en lien avec le nexus pour les organisations assurant plusieurs mandats, par exemple celles effectuant à la fois un travail humanitaire et de développement. Il a pour vocation première de rassembler des idées issues du sein même d'Oxfam, point de départ pour tirer des enseignements de la pratique et contribuer au débat dans le secteur. De nombreux points de vue contradictoires concernant le nexus coexistent au sein d'Oxfam. Il convient dans un premier temps de les reconnaître et d'en tenir compte pour espérer des progrès

tangibles par la suite. Le présent document constitue à ce titre une première étape pour exposer ces différents points de vue et trouver un terrain d'entente.

Le document s'articule comme suit :

- La Section 2 analyse ce qui est nouveau dans les approches en nexus, notamment l'accent placé sur la paix.
- La Section 3 recense les changements associés dans le financement de l'aide et décrit la manière dont l'architecture de l'aide sera refondue, ainsi que les stratégies s'y rapportant pour les principales parties prenantes.
- La Section 4 porte sur les nouvelles mentalités concernant le fonctionnement des programmes, présente des exemples du travail actuellement déployé par Oxfam et met en avant plusieurs enseignements transversaux.
- La Section 5 suggère la manière dont les organisations comme Oxfam doivent s'adapter, embrasser le changement et veiller à continuer à remplir leurs fonctions, et s'intéresse à plusieurs opportunités et défis découlant de l'approche en nexus.
- Enfin, la Section 6 identifie certaines des questions en suspens et problématiques à prendre en compte.

TERMINOLOGIE

Dans le présent document, une « approche en nexus », la « programmation en nexus » ou « le nexus » désigne une approche ou un cadre qui tient compte à la fois des besoins immédiats et à long terme des populations affectées et renforce les opportunités de paix. D'autres interprétations du nexus vont encore plus loin, incluant toute une palette de mesures diplomatiques et sécuritaires.

Comme évoqué plus haut, le concept s'appuie sur l'expérience en matière de travail de résilience et de réduction des risques de catastrophe et de fragilité, et renforce cette expérience. Il offre des synergies avec l'alerte précoce et les interventions d'action précoce, tout en s'appuyant sur des programmes qui font le lien entre intervention humanitaire et priorités de relèvement et de développement durable à long terme. Il présente de nombreuses complémentarités avec la réflexion sur la résilience, qui vise à adopter une approche systémique pour appréhender les risques auxquels les personnes sont confrontées, ainsi que les capacités d'adaptation et de transformation dont elles ont besoin pour faire face, aujourd'hui et à l'avenir. Il s'appuie également sur les travaux intégrant des approches qui tiennent compte des conflits et s'attaquent aux facteurs de fragilité et de conflit.

Les changements techniques et structurels distincts qu'exige une véritable approche en nexus (notamment un accent plus marqué sur le leadership local, le lien entre politique et pratique et l'intégration d'une approche transformationnelle de la justice entre les femmes et les hommes avant, pendant et après les crises) dépassent les mesures actuelles.

Au final, une approche en nexus et la nouvelle façon de travailler qui en découle devraient transformer les mécanismes de financement, les processus de planification, la réflexion technique, les modèles de mise en œuvre et les pratiques en matière de travail de campagne. À cette fin, la direction et les équipes en charge des aspects techniques, de l'appui commercial, des politiques et du financement devront s'unir autour d'une

vision commune et mutualiser leur savoir-faire sur un pied d'égalité. Cela exigera en outre un leadership fort.

Le nexus est conforme à l'initiative de décentralisation en ceci qu'il place les personnes concernées au centre, privilégie les connaissances et les capacités locales et, dans la mesure du possible et lorsque la situation le justifie, travaille avec les autorités locales et nationales. Toutefois, le nexus désigne une manière d'appréhender l'aide, tandis que l'initiative de décentralisation porte sur la façon dont celle-ci doit être apportée.

Pour Oxfam, le rôle central de l'aide au développement est de soutenir le contrat entre les citoyen-ne-s et l'État, qui constitue le cœur même des relations et des institutions dans un pays et s'avère indispensable pour contribuer au développement. Le rôle de la société civile en fait partie intégrante, et l'espace civique et de la société civile est une condition préalable à de bonnes relations entre les citoyen-ne-s et l'État. Les États doivent répondre de la réalisation des ODD. Il leur incombe en premier lieu de faire les investissements requis pour permettre à l'ensemble de leurs citoyen-ne-s de réaliser les ODD sans laisser personne pour compte⁹. Par ailleurs, Oxfam considère que tous les acteurs du développement (y compris les bailleurs de fonds, les pays partenaires, les organisations de la société civile (OSC), le secteur privé et les personnes affectées) doivent honorer les engagements pour l'efficacité du développement, notamment en matière d'appropriation démocratique par le pays, de transparence, de redevabilité et d'inclusivité, et se concentrer sur les résultats, conformément à l'Accord de Partenariat de Busan¹⁰. Cela implique entre autres de veiller à ce que les chocs inattendus n'anéantissent pas les avancées réalisées dans le cadre des programmes à long terme. Dans le même temps, Oxfam soutient que l'aide humanitaire devrait réduire et soulager la souffrance des personnes touchées par des crises, sauver des vies, préserver la dignité humaine et renforcer la résilience des communautés face aux futures catastrophes, partout où cela est nécessaire. Le tout doit reposer sur des principes humanitaires¹¹.

2 QUELLES NOUVEAUTÉS AVEC LE NEXUS ?

CHANGER LE SYSTÈME POUR L'ADAPTER AUX RÉALITÉS DES PERSONNES

Le nombre de conflits et de morts liées à ces conflits est monté en flèche à travers le monde ces 10 dernières années¹². Les conflits sont de plus en plus longs¹³ et les déplacements sont plus courants que jamais. Le nombre total de personnes déplacées est passé de 43,7 millions en 2010¹⁴ à 68,5 millions fin 2017¹⁵. Environ 95 % des personnes déplacées vivent dans des pays du Sud¹⁶. En 2018, 2 milliards de personnes vivaient dans des situations de fragilité et de conflit¹⁷. D'ici 2035, cela devrait concerner 85 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté à travers le monde¹⁸. Aujourd'hui, les conflits sont à l'origine de 80 % des besoins humanitaires¹⁹.

Dans le même temps, les chocs climatiques deviennent plus intenses et plus fréquents. Par exemple, les sécheresses dans le Sahel sont maintenant plus régulières que par le passé. Les pertes économiques dues aux catastrophes naturelles en 2017 étaient supérieures de 93 % à la moyenne sur la période 2000–2016. Cela souligne l'escalade de la gravité immédiate des crises, mais également un risque accru pour le développement. L'augmentation du risque de phénomènes météorologiques extrêmes découle des tendances irréversibles du changement climatique suite à 41 années consécutives de températures supérieures à la moyenne à la surface du globe²⁰.

En plus des conditions météorologiques extrêmes et des chocs et pressions liés aux conflits, certaines populations font face à des injustices d'origine humaine qui restreignent leurs droits, leurs libertés et leurs opportunités de développement. Diverses problématiques telles que les inégalités entre les femmes et les hommes, les discriminations, les inégalités économiques, les instabilités politiques et économiques, la confiscation des ressources par les élites, la migration et l'urbanisation rapide et sauvage façonnent les vulnérabilités avant, pendant et après certains événements intenses.

Encadré 1 : Définition pratique de la « fragilité » selon Oxfam

Oxfam utilise l'expression « situations de fragilité et de conflit » pour refléter le fait que la fragilité et les conflits dépassent les frontières et peuvent s'appliquer à une zone géographique donnée au sein d'un état.

Le terme « fragilité » va au-delà des situations de violence et de conflit. La fragilité souligne les nombreuses caractéristiques dont un contexte a besoin pour progresser, résister aux chocs et ne pas retomber dans la violence. Ces dimensions incluent le respect des droits humains et de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'inclusion sociale, une société civile active et des médias libres, des politiques et des institutions inclusives, la justice et l'état de droit, la dynamique géopolitique, l'économie inclusive, les changements environnementaux et les facteurs ayant trait aux conflits et à la sécurité.

Les risques liés au climat et aux conflits se recourent ou s'exacerbent souvent mutuellement, engendrant des besoins complexes. Par exemple, dans certaines zones du Sahel, les chocs climatiques ont poussé les populations pastorales (qui ont souvent peu de pouvoir au sein des structures de l'État) à migrer plus tôt et plus longtemps. Allié au manque de mécanismes de résolution des conflits, cela alimente les conflits locaux portant sur les ressources naturelles essentielles, engendrant de plus en plus de violences.

Ces tendances soulignent (une nouvelle fois) le lien entre les besoins immédiats des femmes et des hommes et les inégalités pré-existantes. Un exemple particulièrement frappant est la recherche de justice entre les femmes et les hommes. Les inégalités entre les femmes et les hommes ont tendance à être reproduites et amplifiées par les crises, et les initiatives humanitaires et pour la paix actuellement déployées en réponse aux crises accordent trop souvent une attention insuffisante à l'analyse des relations femmes-hommes ou de la participation des femmes, ce qui risque de nuire d'autant plus²¹.

Encadré 2 : Le besoin de cohérence humanitaire-développement-paix en Afghanistan

En Afghanistan, les problématiques liées aux conflits, aux inégalités entre les femmes et les hommes, au changement climatique et au déplacement s'entremêlent. Environ 80 % des conflits dans le pays ont trait à des pénuries de ressources (terre, eau), ainsi qu'à l'insécurité alimentaire. Ces facteurs sont souvent directement liés au changement climatique²².

L'Afghanistan est le deuxième pays le moins pacifique au monde et l'on y déplore le plus grand nombre de civil-e-s tué-e-s dans un conflit (plus de 10 000 en 2017)²³. Environ 55 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les relations entre les femmes et les hommes sont extrêmement déséquilibrées et une personne sur quatre est déplacée. En 2018, on estimait que 47 % des personnes vivant en milieu rural n'avaient pas suffisamment à manger, en grande partie à cause de la sécheresse. L'omniprésence d'acteurs armés dans de nombreuses zones limite grandement la capacité des agences à identifier et comprendre les besoins des communautés, sans même parler des avancées à long terme en matière de développement.

Dans le même temps, il y a un risque que le grand nombre de personnes retournées récemment en Afghanistan (y compris celles renvoyées de force depuis le Pakistan et l'Europe) et vivant dans des zones urbaines denses exacerbe l'instabilité et le conflit. Ces retours peuvent à minima exercer une forte pression sur les marchés et les services de base, empirant de fait la situation humanitaire²⁴.

En septembre 2018, une évaluation des moyens de subsistance menée par Oxfam dans le nord-est du pays qui traverse un épisode de sécheresse a souligné à quel point l'aide humanitaire était vaine si rien n'est fait pour répondre aux besoins de développement à long terme²⁵. Les personnes ayant bénéficié d'une aide humanitaire déclarent avoir besoin d'un emploi stable et sûr, d'infrastructures essentielles comme l'irrigation, l'électrification et l'éducation de base, mais surtout de sécurité afin de pouvoir constituer un capital, accéder aux marchés et investir dans leurs moyens de subsistance.

L'Afghanistan a besoin d'une approche fondamentalement différente pour soutenir les interventions humanitaires et de développement. Il s'agit en l'occurrence de travailler avec des acteurs locaux, de remettre en cause les normes sociales et culturelles (surtout concernant la justice entre les femmes et les hommes), de renforcer les capacités locales en faveur de la paix et de faire preuve d'inclusivité en plaçant les personnes, et non l'État, au cœur du processus.

Des progrès ont été réalisés concernant la mise en œuvre de la réduction des risques de catastrophe, la résilience et les programmes sensibles aux conflits. Mais les approches s'intéressant de manière systématique aux questions de fragilité, ainsi que les cadres de planification et de financement qui pourraient y contribuer, ne sont pas encore bien en place. Trop souvent, les acteurs humanitaires sont enfermés dans des actions répétitives à court terme, et il n'y a pas suffisamment d'interventions de développement opportunes et appropriées (par exemple en République démocratique du Congo (RDC)²⁶, dans le Sahel²⁷ et en Syrie²⁸). Dans de tels contextes, les acteurs de l'aide ne parviennent pas à s'attaquer aux changements transformationnels à plus long terme requis pour faire face à des vulnérabilités exacerbées et interdépendantes.

RECONNAÎTRE L'IMPORTANCE DE LA PAIX

Depuis le Sommet humanitaire mondial de 2016, la paix s'impose de plus en plus comme le troisième volet du nexus. Le Secrétaire général des Nations unies António Guterres a inscrit la paix durable dans ses priorités³⁰ et déploie sa vision de Nations unies capables de prévenir les conflits et d'intégrer des approches basées sur le développement, les droits humains, la paix et la sécurité³¹.

Le fait d'inclure la paix dans le nexus constitue une reconnaissance de l'importance de la résolution et de la prévention des conflits pour combler les besoins humanitaires, réduire la pauvreté et garantir un développement durable. Cela revient également à reconnaître qu'il faut surmonter les obstacles humains à la réalisation de tels objectifs. Toutefois, de par son intégration très récente dans les activités humanitaires et de développement à travers le secteur, la notion de « paix » et ses implications ne font pas autant consensus. On s'inquiète également du fait que l'engagement en faveur de processus de paix puisse compromettre les principes humanitaires d'indépendance et d'impartialité en semblant soutenir ou s'aligner avec un groupe ou une solution en particulier.

Les interventions pour la « paix » se déclinent selon un vaste spectre :

- Sensibilité aux conflits³²
- Renforcement des capacités locales pour la paix
- Établissement de la paix³³
- Processus de paix et diplomatie politique de haut niveau
- Préservation de la paix par le biais de missions de maintien de la paix

« Nous consacrons bien plus de temps et de ressources à répondre aux crises plutôt qu'à les prévenir. Les personnes paient un prix trop élevé... nous avons besoin d'une approche inédite. »

António Guterres, Secrétaire général des Nations unies²⁹

La « paix » à proprement parler peut s'entendre comme une « paix négative », simplement définie comme l'absence de violence directe, par exemple dans le cas d'un cessez-le-feu. Il peut sinon s'agir de « paix positive » s'appuyant sur une résolution constructive du conflit, la restauration de relations positives et l'établissement (ou le rétablissement) d'un système social au service des besoins de l'ensemble de la population³⁶.

Toutefois, la démarcation entre « paix » et « conflit » est souvent floue. Par exemple, les incidents de violences sexuelles et basées sur le genre (dont on estime qu'ils touchent 35 % des femmes dans le monde)³⁷, dépassent de très loin les impacts de violences liées à des conflits, au terrorisme et au contre-terrorisme.

Les résolutions des Nations unies adoptées en 2016 sur le maintien de la paix reconnaissent que les conflits et la fragilité se déclinent également sur un large spectre³⁸. Des poches de violence co-existent avec des zones où les populations mènent leur vie quotidienne sans sembler être affectées par de violents conflits. L'absence de violence n'est pas nécessairement synonyme de paix, et le maintien de la paix exige des efforts permanents déployés par des acteurs nationaux qui doivent s'appuyer sur l'inclusion.

Ainsi, lorsque l'on évoque le nexus, les différents acteurs peuvent interpréter le mot « paix » de diverses manières, souvent selon leurs propres intérêts et priorités, semble-t-il. Pour les ONG internationales, cela signifie généralement d'intégrer une meilleure sensibilité aux conflits, de promouvoir la cohésion sociale ou l'établissement de la paix, même s'il est admis que tout cela doit se faire en lien avec les processus officiels³⁹. D'un autre côté, l'UE, par exemple, interprète le terme de « paix » comme recouvrant des activités qui vont de la prévention des conflits et l'alerte précoce à la sécurité et la stabilisation, en passant par la médiation et la réponse à une situation de conflit⁴⁰.

En 2017, on estime que 87 000 femmes ont succombé à des incidents en lien avec des violences sexuelles et basées sur le genre à travers le monde³⁴. La même année, la mort de près de 69 000 personnes était directement imputable à des conflits armés étatiques³⁵.

Encadré 3 : Oxfam, sensibilité aux conflits et renforcement des capacités locales pour la paix

Les programmes d'Oxfam devraient toujours être sensibles aux conflits. Cela signifie que le personnel et les partenaires d'Oxfam doivent comprendre le contexte dans lequel ils évoluent, les interactions entre l'intervention et le contexte en présence, notamment concernant la dynamique du conflit, et agir en fonction de cette compréhension afin d'éviter les impacts négatifs et de maximiser les impacts positifs sur le conflit.

Dans plusieurs contextes fragiles et conflictuels, Oxfam va plus loin en déployant des programmes visant à lutter contre les facteurs sous-jacents des conflits et en soutenant les capacités pour la paix, parfois en parallèle ou dans le cadre d'une intervention humanitaire. La paix peut alors constituer un objectif central, ou il peut s'agir de renforcer les capacités pour la paix grâce à des réalisations comme la justice économique, la justice entre les femmes et les hommes, la lutte contre les inégalités et/ou le soutien au contrat social par un travail sur la gouvernance.

Par exemple :

- En RDC, au Burundi et au Rwanda, le programme d'Oxfam Peace Beyond Borders promeut une compréhension commune des causes et des conséquences des conflits parmi les parties prenantes et aide ces dernières à élaborer des plans pour y remédier.

- L'approche de protection d'Oxfam en RDC a évolué pour devenir un programme de gouvernance, ouvrant un espace permettant aux détenteurs d'obligations et aux détenteurs de droits de développer ensemble des solutions aux problèmes de sécurité et de gouvernance.
- En Afghanistan, Oxfam œuvre aux côtés de leaders religieux locaux pour les encourager à promouvoir le rôle des femmes dans la médiation en situation de conflit.
- Au Soudan du Sud, Oxfam travaille avec des OSC en vue de rendre le secteur de la sécurité plus inclusif et plus redevable, et soutient l'engagement de la société civile en faveur du processus de paix.
- Au Yémen, Oxfam travaille avec des acteurs locaux pour l'établissement de la paix sur des thèmes ayant trait aux femmes, à la paix et à la sécurité, apportant son soutien aux voix locales dans les processus d'établissement de la paix au niveau communautaire, ainsi qu'aux efforts nationaux et internationaux de haut niveau pour la paix.

DES BOULEVERSEMENTS DANS LE SYSTÈME D'AIDE

Étant donné que le système ne répond pas aux besoins, l'amélioration de la collaboration entre les acteurs humanitaires et du développement et le fait de placer les personnes les plus vulnérables au cœur du système étaient des principes clés du Sommet humanitaire mondial de 2016. Lors de cet événement, les acteurs humanitaires et du développement se sont engagés à collaborer plus étroitement afin d'atteindre les ODD, lesquels promettent d'« *atteindre en premier les plus démunis* » et de « *ne laisser personne de côté* »⁴¹. Cette approche était alors désignée « *nexus humanitaire-développement* » avant l'ajout du pilier relatif à la paix.

La Nouvelle façon de travailler découle également du Sommet humanitaire mondial et doit contribuer à la mise en œuvre d'approches en nexus. Elle est conçue pour rendre opérationnelle l'approche en nexus et permettre à une palette d'acteurs humanitaires, du développement et de la paix de collaborer plus étroitement autour de réalisations collectives pendant plusieurs années, selon leurs spécialisations respectives. Partout où cela est possible, ces efforts doivent renforcer et consolider les capacités locales existantes⁴². La Nouvelle façon de travailler vise à garantir un financement pluriannuel concerté plus approprié, en impliquant de manière plus rapprochée les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale. Cela poursuit et alimente la Réforme du système des Nations unies pour le développement, en plus d'y trouver son fondement institutionnel, visant à s'assurer que le système des Nations unies est à même d'atteindre les ODD⁴³.

L'objectif est de voir les acteurs humanitaires, du développement et de la paix œuvrer ensemble à des réalisations collectives. Cela implique de reconnaître la valeur des interventions humanitaires immédiates vitales tout en évitant autant que faire se peut les projets fragmentés et les programmes basés sur le rendement. Cela met également davantage l'accent sur le renforcement des institutions et la promotion de la gouvernance et du leadership au niveau local. Les interventions peuvent se faire par couches ou de manière progressive, de sorte que les interventions humanitaires, de développement et pour la paix soient concertées et s'effectuent simultanément ou l'une après l'autre. Même si une partie de l'action humanitaire et de développement se poursuivra hors du cadre des réalisations collectives, les bailleurs seront de plus en plus

sollicités pour les soutenir et développer des outils de financement appropriés pour les contextes fragiles, conflictuels et longs⁴⁴.

Encadré 4 : Réalisations collectives

Il n'existe à ce jour aucune définition définitive des réalisations collectives par les Nations unies, mais selon le Comité permanent interorganisations (CPI), celles-ci doivent inclure⁴⁵ :

- Un objectif prévoyant un changement positif durable, notamment en évitant la nécessité de déployer des interventions humanitaires, par exemple en réduisant la vulnérabilité et les risques.
- Une action humanitaire qui continue d'être identifiable en tant que telle, mais est mise en œuvre de sorte à insuffler un changement positif.

Les orientations actuelles soulignent la nécessité d'une spécificité au contexte et suggèrent que les réalisations collectives peuvent être adoptées à des degrés variables selon les différents scénarios⁴⁶. Par exemple :

- En Somalie, il s'agit d'œuvrer pour réduire le risque et la vulnérabilité et pour renforcer la résilience des personnes déplacées internes (PDI), des réfugié-e-s de retour dans leur pays et des communautés d'accueil afin d'atteindre des solutions durables pour 100 000 foyers d'ici 2020.
- Au Soudan, d'ici 2022, les communautés et les foyers devront bénéficier d'une production et d'une productivité accrues contribuant à des moyens de subsistance durables, à un accès durable aux systèmes alimentaires et à un meilleur état nutritionnel, en mettant l'accent sur le secteur agricole en tant que facteur déterminant.
- En Ukraine, les personnes affectées ont accès à une protection et à des moyens de subsistance adéquats.

Source : Groupe de travail du CPI sur le nexus humanitaire-développement : Collective Outcomes, Principled and constructive humanitarian engagement. Novembre 2018.

Les réalisations collectives seront établies par le biais des Plans-cadres des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) ou du plan de développement des Nations unies en l'absence de PNUAD. Alors que les plans d'intervention humanitaire resteront d'actualité dans de nombreux contextes, une partie du travail humanitaire sera également intégré dans des PNUAD. Il n'y a actuellement aucune orientation quant au cadre le plus approprié dans chaque contexte, et des crises humanitaires majeures comme celles sévissant au Soudan du Sud et au Yémen s'appuient encore sur le plan d'intervention humanitaire comme outil de planification principal.

La Nouvelle façon de travailler et la Réforme du système des Nations unies pour le développement doivent inclure toute la palette de parties prenantes. Certains efforts sont déjà en cours pour garantir cet engagement⁴⁷, mais il en faut plus encore. Par exemple, au Tchad, alors que les ONG étaient sollicitées pour apporter leur contribution au processus de réalisations collectives par le biais d'un questionnaire, l'atelier organisé en décembre 2018 pour définir celles-ci a mobilisé uniquement des bailleurs et des membres de l'Équipe humanitaire pays (HCT). Même s'il y avait deux ONG internationales au sein de l'équipe HCT, la société civile locale et nationale s'en trouvait exclue, et les initiatives pour une discussion de suivi avec la communauté humanitaire plus vaste et les acteurs étatiques n'avaient toujours pas été menées en mars 2019.

Cette expérience reflète les recherches menées en 2018 par Save the Children en Éthiopie et en Somalie, selon lesquelles les gouvernements et les ONG nationales

ignoraient tout de la Nouvelle façon de travailler⁴⁸. D'un autre côté, le personnel des Nations unies présentait les plus hauts niveaux de connaissance et de soutien à son égard (54 % et 67 % respectivement), tandis que seulement 21 % des répondant-e-s issu-e-s d'ONG internationales avaient un niveau de connaissance supérieur, et seulement 16 % avaient un avis positif à leur sujet. Il est donc important que les ONG internationales et la société civile soient activement engagées dans le débat au niveau national afin de s'assurer que les réalisations collectives sont inclusives, sensibles au genre et adaptées aux contextes. En effet, la société civile nationale et locale ainsi que les personnes les plus touchées par les crises doivent être impliquées dans leur validation et leur mise en œuvre. Les principes humanitaires et du développement doivent être respectés. Des recherches et des enseignements supplémentaires sont requis pour s'assurer que le système est systématiquement le plus inclusif possible et évite de se concentrer sur les préférences et les capacités des Nations unies.

Toutefois, les approches en nexus (si ce n'est avec la Nouvelle façon de travailler) sont plus courantes qu'il n'y paraît à première vue. De nombreux plans d'intervention partagent une même vision, si ce n'est un langage commun. L'approche présente en outre des recoupements avec les neuf axes de travail du « Grand Bargain » auquel de nombreuses ONG, dont Oxfam, ont souscrit⁴⁹. Dans le cadre du système d'aide, les ONG sentiront l'impact des changements opérés par les Nations unies et les bailleurs. Il est important que toutes les organisations humanitaires embrassent la Nouvelle façon de travailler et veillent en particulier à remplir leurs fonctions (mettre les femmes et les hommes au centre) en ménageant un espace pour permettre aux voix de la société civile locale et internationale d'influer sur les processus stratégiques.

3 QUELLES SONT LES IMPLICATIONS POUR LE FINANCEMENT DE L'AIDE ?

Des changements sont nécessaires dans le financement de l'aide pour permettre une adoption appropriée d'une approche en nexus. Reste à voir si ceux-ci surviendront et si les bailleurs vont combiner, harmoniser ou adapter leur financement.

Encadré 5 : Tendances dans le financement humanitaire et du développement

Le financement humanitaire n'a cessé d'augmenter au fil des années⁵⁰, mais pas suffisamment vite pour répondre aux besoins croissants⁵¹. Dans le même temps, les pays frappés par une crise reçoivent bien moins de financement pour le développement que s'ils avaient été épargnés par la crise : en 2016, les personnes vivant dans les 20 plus grands pays bénéficiaires d'aide humanitaire internationale ont ainsi perçu moins d'aide publique au développement (APD) non humanitaire que celles vivant dans d'autres pays en développement⁵². En d'autres termes, les pays reçoivent moins d'aide à long terme au moment précis où ils en ont le plus besoin. Les modalités de financement restent cloisonnées avec d'une part un bloc humanitaire et d'autre part un bloc pour le développement, ce qui ne reflète pas les expériences vécues par les populations⁵³.

Les ONG locales et nationales n'ont reçu directement que 0,4 % de toute l'aide humanitaire internationale en 2017⁵⁴. Même si elles sont plus difficiles à suivre, les initiatives d'établissement de la paix reçoivent beaucoup moins de financement que les autres interventions⁵⁵. Le financement destiné aux besoins spécifiques des femmes est lui aussi très faible : en 2015, seulement 1 % du total du financement humanitaire est parvenu à des groupes de femmes ou aux ministères concernés. En 2014, moins de 1 % de toute l'aide aux états fragiles visait de manière significative l'égalité entre les femmes et les hommes⁵⁶.

Le nexus est une priorité pour le Comité d'assistance au développement (CAD) de l'OCDE⁵⁸. En février 2019, celui-ci a adopté une recommandation en ce sens, appelant les membres du CAD à mieux se coordonner dans le cadre du nexus, et notamment :

- en fournissant les ressources appropriées pour le leadership (y compris pour les autorités locales et nationales et les acteurs non étatiques légitimes), et en utilisant l'implication politique, au besoin ;
- en privilégiant la prévention, en investissant dans le développement et en s'assurant que les besoins humanitaires immédiats sont satisfaits ;
- en plaçant l'être humain au centre ;
- en renforçant les capacités locales et nationales ; et
- en apportant un meilleur financement qui soit prévisible, souple et pluriannuel⁵⁹.

« Pour atteindre les plus démunis, nous devons travailler de différentes manières lors des conflits et des crises. Une approche plus cohérente entre les acteurs humanitaires, du développement et de la paix est absolument nécessaire. Cette recommandation aidera les membres du CAD à passer du discours aux actes. »

Résumé du Président, CAD de l'OCDE⁵⁷

Oxfam et d'autres ONG considèrent ces recommandations comme un pas dans le bon sens. Toutefois, depuis 2016, le CAD a également révisé les règles régissant la définition de l'APD afin de l'étendre pour inclure davantage de dépenses de sécurité. De nombreuses ONG, dont Oxfam, redoutent que cela n'amplifie encore la sécurisation de l'aide⁶¹.

80 % de l'aide humanitaire est fournie par le biais d'organisations multilatérales. Dans les contextes fragiles et conflictuels, 77 % de l'aide est bilatérale et 23 % est multilatérale⁶⁰.

Dans la pratique, des bailleurs tels que l'Australie, la Belgique, le Danemark, l'UE, l'Allemagne, l'Irlande, la Norvège, la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni prennent déjà des mesures pour adapter les mécanismes de financement⁶². Par exemple, le Royaume-Uni a fusionné plusieurs flux de financement ; le Danemark a développé une stratégie conjointe pour la coordination de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. L'Autriche a mis en place une nouvelle structure entre les ministères de la Défense, des Affaires étrangères et de la Coopération bilatérale. On ignore encore si et comment ces évolutions impacteront les bailleurs hors OCDE et/ou les fondations philanthropiques privées.

Toutefois, bien souvent, trop peu a changé sur le terrain. En Afghanistan, par exemple, le Plan d'intervention humanitaire couvre une période de trois ans, mais la majeure partie du financement des bailleurs se limite encore à un an maximum. Le plan humanitaire et de résilience aux catastrophes élaboré par l'Éthiopie en 2018, qui réunit le gouvernement, les acteurs humanitaires et ceux du développement, n'a pas bénéficié d'un meilleur financement que la plupart des plans d'intervention humanitaire⁶³. Alors même que le financement accordé par les bailleurs aux agences des Nations unies s'inscrit de plus en plus sur le long terme et sous forme non affectée, il n'est bien souvent pas transmis en l'état aux ONG locales, nationales ou internationales, ce qui limite la réalisation des objectifs du « Grand Bargain » et empêche une approche réellement locale et contextualisée⁶⁴.

Même si l'objectif principal du financement humanitaire doit toujours être de répondre aux besoins humains, il peut toujours être distribué en tenant compte de problématiques à plus long terme. Les financements mutualisés comptent parmi les options envisageables pour un meilleur financement des programmes suivant une approche en nexus⁶⁶. Les fonds mutualisés pour les pays (CBPF), en particulier, peuvent contribuer à la programmation en nexus, notamment parce qu'ils sont de plus en plus utilisés par les bailleurs pour remplir les engagements pris dans le « Grand Bargain » concernant le financement non affecté et pour acheminer davantage de financement aux acteurs nationaux et locaux. Tandis qu'un financement accru parvient aux ONG nationales et locales (25 % des allocations CBPF en 2018 contre 13 % en 2014)⁶⁷, seul le financement mutualisé pour la RDC porte à ce jour sur des projets durant plus d'un an. Alors que des discussions sont en cours concernant une fenêtre d'action précoce pour le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations unies et potentiellement des CBPF, ces deux fonds restent à ce jour axés sur les interventions humanitaires.

« Lors du Sommet humanitaire mondial de 2016, des cibles de financement de 15 % ont été proposées pour les programmes promouvant l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes et des filles dans les contextes humanitaires. Il était en outre prévu une augmentation de 1 % (chiffre de 2014) à 4 % du financement humanitaire total accordé aux organisations de défense des droits des femmes dans les contextes fragiles. Toutefois, en 2018, seulement 0,3 % du financement humanitaire déclaré a été consacré à des programmes de lutte contre les violences basées sur le genre. »

Agenda for Humanity: Women and Girls⁶⁵

L'aide humanitaire s'inscrit toujours dans un contexte politique, mais elle est de plus en plus politisée. Cela tient non seulement au fait que les lois anti-terroristes et les sanctions rendent compliqués toute négociation avec les groupes interdits, l'acheminement des équipements et des personnes dans certaines régions et la promotion de la décentralisation de l'aide, mais s'explique également par le fait que certains bailleurs de l'OCDE mêlent objectifs politiques et objectifs humanitaires. Il y a par exemple des bailleurs qui financent certains pays (ou zones de pays, par exemple en Irak et en Syrie) aux dépens d'autres⁶⁸. Certains mutualisent le financement

humanitaire et de l'aide au développement pour atteindre des objectifs sécuritaires et migratoires par le biais de cadres de « prévention et lutte contre l'extrémisme violent » (P/CVE)⁶⁹, ou au travers d'instruments tels que le Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique, qui comprend un financement humanitaire et a notamment pour objectif de contrôler les migrations irrégulières⁷⁰. La position d'Oxfam est que l'aide ne peut contribuer à créer des sociétés pacifiques et sûres qu'à condition d'être impartiale, fondée sur les besoins, axée sur la lutte contre la pauvreté, placée aux mains des personnes avec lesquelles et pour lesquelles nous travaillons et répondant à leurs besoins, et indépendante des objectifs militaires et sécuritaires des bailleurs⁷¹.

BANQUE MONDIALE

La Nouvelle façon de travailler a en partie été mise en place pour faciliter davantage l'accès au financement de la Banque mondiale dans les situations de crises longues. La Banque mondiale a reconnu qu'elle serait incapable d'atteindre ses objectifs d'éradication de l'extrême pauvreté et de promotion de la prospérité partagée à moins d'intervenir directement dans les contextes fragiles et conflictuels. Dans un rapport conjoint avec les Nations unies intitulé *Pathways for Peace*, elle souligne l'importance d'un investissement accru pour la paix⁷². Les deux organisations expérimentent cette approche en République centrafricaine (RCA), au Cameroun, en Guinée-Bissau, en Somalie, au Soudan, au Pakistan et au Yémen⁷³.

Le nouveau cadre de la Banque mondiale sur le nexus en trois piliers⁷⁴ comprend les éléments clés suivants :

- davantage de moyens financiers à disposition des gouvernements nationaux et du secteur privé dans les états en situation de fragilité et de conflit⁷⁵ ;
- un fonds de 2 milliards de dollars dédié aux pays accueillant des réfugié-e-s, pour les populations hôtes et réfugiées ;
- un financement accru pour les interventions rapides en cas de catastrophes naturelles, de crises économiques et d'urgences sanitaires ;
- un nouveau Mécanisme mondial de financement des risques qui aide les États à mieux se préparer aux catastrophes ;
- un Mécanisme mondial de financement concessionnel⁷⁶ comblant un manque de financement pour les pays à revenu intermédiaire accueillant actuellement un grand nombre de réfugié-e-s, comme le Liban et la Jordanie⁷⁷ ; et
- le Mécanisme d'action précoce contre la famine, visant à fournir un financement pour empêcher que des pays ne sombrent dans la famine.

La Banque mondiale ne se limite pas à ses partenaires gouvernementaux habituels dans les contextes spécifiques où elle n'a pas de partenaire gouvernemental approprié avec lequel ou par le biais duquel travailler. Par exemple, elle travaille avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans le cadre d'une intervention contre la famine en Somalie, ainsi qu'avec l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans le domaine des services de base au Yémen.

Si la possibilité d'étoffer le financement est la bienvenue⁷⁸, la décision de la Banque mondiale d'endosser un rôle significatif dans les contextes humanitaires et de fragilité pose aussi un certain nombre de problèmes. Son approche vis-à-vis des États comme des clients clés (parallèlement au peu de cas qu'elle a toujours fait de l'engagement des parties prenantes) pourrait avoir des répercussions sur son engagement auprès de la

société civile, tant à l'international qu'au niveau national⁷⁹. L'accent qu'elle place sur les considérations macroéconomiques et la priorité accordée aux modèles de programmes à grande échelle peuvent aller à l'encontre d'une approche ascendante axée sur l'humain. Sa conceptualisation actuelle de la fragilité et son orientation sur les priorités et systèmes gouvernementaux pourraient se traduire par la concentration ou le blocage de ses ressources d'un côté du conflit, en contradiction avec les principes humanitaires.

UNION EUROPÉENNE

Ces dernières années ont été le théâtre de changements sans précédent dans le paysage du financement de l'UE, avec de nouveaux instruments de financement tels que le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique⁸¹ et la Facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie⁸². Malgré la déclaration formulée dans l'approche intégrée de l'UE à l'égard des conflits et des crises⁸³, selon laquelle l'aide humanitaire de l'UE « ne constitue [...] pas un instrument de gestion de crise en soi et [...] ne devrait donc pas être utilisée pour atteindre des objectifs autres que d'ordre humanitaire⁸⁴ », l'accent croissant sur la sécurité et la politique intérieure dans le cadre de l'aide au développement de l'UE signifie que l'aide doit être canalisée rigoureusement.

L'UE a depuis longtemps un cadre de résilience et promeut les liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (même si la mise en œuvre de ces derniers a été inégale dans le monde). Ses premières discussions et politiques concernant une approche en nexus se concentraient sur l'action humanitaire et le développement. Toutefois, courant 2018, le concept de nexus a été étendu de sorte à inclure des éléments relatifs à la sécurité et à l'établissement de la paix. En janvier 2018, l'UE a adopté l'approche intégrée (AI)⁸⁵ et en a fait une priorité en matière de politique étrangère. La politique souligne l'importance de l'analyse partagée, de la sensibilité aux conflits, de l'aide à la médiation, de la réforme du secteur de la sécurité, de l'alerte précoce en cas de conflit, de la prévention et de l'intervention précoce en situation de crises, de la stabilisation et de la justice transitionnelle⁸⁶. En septembre 2018, tous les États membres de l'UE ont reconnu la nécessité et l'importance du nexus humanitaire-développement-paix, mais ils n'ont pas enclenché de processus formel pour convenir d'une politique ou d'un plan d'action pour la mise en œuvre⁸⁷. Dans la pratique, les efforts pour mieux articuler les besoins humanitaires et de développement sont déployés parallèlement à ceux visant à lier plus étroitement la sécurité et le développement, seuls certains pays progressant de manière plus holistique⁸⁸.

Dans un premier temps, l'UE a sélectionné six pays pilotes pour la mise en œuvre du nexus humanitaire-développement : Tchad, Nigeria, Soudan, Irak, Myanmar et Ouganda⁸⁹. Même si cet investissement se poursuit, l'influence de l'AI et l'accord informel sur le nexus en trois piliers établissent un lien bien plus étroit entre les volets humanitaire, du développement et de la paix/sécurité. Le Mali, la Somalie, le Liban et la Géorgie ont également été choisis comme pays pilotes pour certaines composantes de cette dernière approche⁹⁰.

Il existe un risque réel de voir toute l'APD de l'UE liée plus étroitement à la politique étrangère de l'UE dans le budget à long terme de 2021 (le cadre financier pluriannuel, CFP). Le risque est tout aussi sérieux d'assister à une convergence accrue des objectifs politiques nationaux, de la coopération internationale et de l'aide au développement, notamment du fait de la création d'un instrument financier unique pour soutenir la

« Il s'agit d'une nouvelle approche intégrée couvrant toutes les phases, tous les acteurs du secteur de la sécurité et tous les types d'intervention dans nos pays partenaires, de la planification à la mise en œuvre, et de l'intervention en situation de crise aux solutions diplomatiques. »

Neven Mimica, Commissaire chargé de la Coopération internationale et du Développement, Conférence internationale de la Commission européenne « Future of Peace », Zagreb, 7 décembre 2017⁸⁰.

politique étrangère, subvenir aux besoins de développement, financer le nexus humanitaire-développement et répondre aux défis en matière de sécurité et de stabilité.

Encadré 6 : L'UE, l'Alliance pour le Sahel et la sécurisation de l'aide

L'Alliance pour le Sahel est constituée de l'UE, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Espagne, de l'Italie, du Luxembourg, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, du PNUD et, plus récemment, du Danemark. Elle a pour mission de coordonner les interventions des bailleurs de fonds au Sahel. Dans la pratique, elle donne un contenu opérationnel au lien entre sécurité et développement.

Dans de nombreuses zones de la région du Sahel, la négligence du gouvernement central, ses violations et, dans certains cas, ses stratégies de lutte anti-terroriste⁹¹ alimentent les griefs parmi les communautés et poussent certaines personnes à rejoindre des groupes idéologiques violents. L'accent placé sur les priorités sécuritaires des bailleurs, notamment les actions visant à mettre fin aux migrations irrégulières, la prévention de l'« extrémisme violent » et la promotion de la stabilité (une vision négative de la paix), signifie que le point de vue des États est de plus en plus privilégié, aux dépens d'une compréhension approfondie et d'efforts visant à lutter contre les facteurs de fragilité et les griefs locaux (une vision positive de la paix). Cela risque de nuire à l'indépendance de l'aide et à son efficacité⁹².

Dans certains endroits (comme le Bassin du lac Tchad et le Mali), les forces de sécurité nationale sécurisent des zones pour permettre le déploiement d'interventions de développement. Souvent, des agents de sécurité se rendent eux-mêmes coupables de violations des droits humains. Les inégalités et les griefs sont encore exacerbés par des lois anti-terroristes qui limitent les déplacements et les moyens de subsistance, sapant les stratégies de survie des communautés. Les acteurs du développement sont alors perçus comme étant en cheville avec l'État, et leur capacité à contribuer à une gouvernance plus équitable s'en trouve érodée.

À cause de l'accent placé sur la sécurité et l'arrêt des migrations irrégulières, il arrive que l'aide ne parvienne pas aux personnes les plus pauvres, mais se concentre sur les zones où les personnes sont les plus susceptibles de rejoindre des groupes violents ou de tenter de migrer vers l'Europe. Nous disposons actuellement de peu de données factuelles sur l'efficacité de ces approches, tandis qu'un corpus de recherches toujours plus étoffé souligne les impacts négatifs des interventions à composante sécuritaire⁹³.

4 À QUOI RESSEMBLE UNE APPROCHE EN NEXUS ?

La « nouvelle norme », qui voit les crises s'inscrire de plus en plus dans la durée, renforce l'importance de reconnaître et de répondre aux liens entre besoins immédiats et à long terme. Oxfam et les autres ONG multi-mandatées sont familières de la difficile recherche du juste équilibre entre opportunités et tensions dans les approches humanitaire, de développement et de travail de campagne (on parle d'approche de programme unique chez Oxfam) et, de plus en plus, le renforcement des capacités locales en faveur de la paix.

Cette section s'intéresse aux enseignements tirés à ce jour des approches en nexus et de la Nouvelle façon de travailler, ainsi qu'à certains contextes et programmes où Oxfam et nos partenaires se heurtent aux dilemmes qui découlent du fait d'évoluer dans cet espace en nexus et de déployer sciemment des programmes alliant les piliers humanitaire, du développement et de la paix.

QUE NOUS APPRENNENT LES STRATÉGIES D'INTERVENTION D'URGENCE HOLISTIQUES ?

Une recherche menée par le Center on International Cooperation et l'Université des Nations unies dans 13 pays (non publiée au moment de la rédaction du présent document) révèle que les progrès restent lents, même si de plus en plus de pays commencent à coordonner travail humanitaire et de développement. Elle suggère qu'il est trop tôt pour s'attendre à des changements notables, notamment parce que la plupart des obstacles à la fourniture d'une aide de meilleure qualité sont structurels et systémiques. Il faut donc du temps pour les surmonter.

D'autres découvertes émergent : un accent plus marqué doit être placé sur les politiques pour changer l'environnement dans lequel nous vivons ; les programmes à eux seuls ne suffisent pas. Certains phénomènes, comme la sécheresse au Sahel, sont prévisibles, auquel cas une planification souple et prospective est requise. Un plan de contingence et une gestion adaptative sont également nécessaires face au caractère non linéaire des progrès réalisés. Par exemple, le Bangladesh, la RDC, la Mauritanie et le Cameroun ont tous connus en 2017 des crises inattendues qu'il était impossible d'anticiper. Outre une action précoce indispensable, les seuils qui déclenchent une action humanitaire doivent être suivis. Ils sont souvent placés haut et peuvent normaliser les catastrophes lorsque les problèmes chroniques ne sont pas jugés inacceptables. Parallèlement, la coordination entre les initiatives humanitaires et de développement reste difficile, car les acteurs du développement ne disposent d'aucun mécanisme institutionnel ou « centre de gravité » pour la coordination entre eux, sans parler des liens entre les acteurs dans les domaines humanitaire, du développement et de l'établissement de la paix.

Dans certains contextes, comme au Burkina Faso, les équipes Oxfam ont indiqué participer aux réunions sur les réalisations collectives. En revanche, dans d'autres

situations, comme au Tchad, ces réalisations collectives restent l'apanage des Nations unies⁹⁴.

Le Cadre d'action global pour les réfugiés⁹⁵ est sans doute l'exemple où la programmation en nexus est la plus avancée, même si l'approche n'est pas spécifiquement coordonnée avec d'autres initiatives autour du nexus et coexiste avec la Nouvelle façon de travailler. Les données factuelles recueillies à ce jour suggèrent qu'il est possible d'améliorer les conditions pour les réfugié-e-s lorsque tous les acteurs travaillent de concert⁹⁶.

Encadré 7 : Le Cadre d'action global pour les réfugiés

Le Cadre d'action global pour les réfugiés suit une approche portant sur l'ensemble de la société. Il a pour objectifs :

- d'atténuer la pression sur les pays qui accueillent et hébergent des réfugié-e-s ;
- de renforcer l'autonomie des réfugié-e-s ; et
- de contribuer à des solutions plus durables.

Il reconnaît que les réfugié-e-s sont souvent accueilli-e-s dans les zones les plus pauvres des pays, et que le marché du travail leur est fermé dans la moitié des pays hôtes⁹⁷. Le cadre propose un mélange de prêts et de subventions aux nations hôtes ; promeut le développement économique dans les zones d'accueil ; inclut un large éventail d'autorités nationales et infranationales, notamment celles en charge de la prestation de services ; et met davantage l'accent sur l'importance de la participation des communautés hôtes et des réfugié-e-s dans le processus décisionnel.

Au Tchad, par exemple, le gouvernement a commencé à promouvoir des « sites intégrés » à proximité des villages plutôt que des camps et s'est plus spécifiquement engagé à améliorer les politiques sur l'accès à la terre et à l'éducation pour les réfugié-e-s et à adopter une législation plus progressiste sur les réfugié-e-s. Oxfam travaille avec des partenaires pour renforcer l'autonomie des personnes déplacées, intensifier l'accès collectif aux services de base au niveau communautaire et nourrir la cohésion sociale.

En Ouganda, Oxfam met en œuvre des programmes dans des zones qui accueillent des réfugié-e-s, notamment :

- un programme d'éducation de 5,5 millions d'euros en collaboration avec une vaste coalition d'acteurs locaux ;
- un programme financé par IKEA pour renforcer la capacité des acteurs humanitaires locaux et nationaux, y compris les ONG et le gouvernement ; et
- des programmes WASH (eau, assainissement et hygiène).

Le personnel d'Oxfam en Ouganda collabore étroitement avec le secrétariat et le groupe de pilotage sur le Cadre d'action global pour les réfugiés, sous l'égide du gouvernement, où sont représentées des ONG internationales.

Oxfam souligne également l'importance des efforts déployés pour consolider la paix et renforcer la cohésion sociale parmi les réfugié-e-s et entre les réfugié-e-s et les communautés hôtes. Il complète le travail mené par Oxfam sur les programmes pour promouvoir une coexistence pacifique. L'organisation soutient la participation des réfugié-e-s dans les négociations de paix.

En Jordanie, qui a adopté un pacte pour les réfugié-e-s mais qui n'est pas couverte par le Cadre d'action, Oxfam s'associe à d'autres acteurs pour exhorter le gouvernement à réformer ses politiques sur le droit du travail des réfugié-e-s et permettre ainsi aux réfugié-e-s de participer plus activement au marché du travail. Ce type de changement de politique est indispensable pour concrétiser le changement visé par le cadre.

Sur les sites d'accueil de réfugié-e-s où l'État n'est pas un acteur du conflit, Oxfam a pu constater les avantages de travailler avec les municipalités locales. Oxfam travaille depuis de nombreuses années avec des municipalités au Liban, un pays caractérisé par sa décentralisation, et a tissé un partenariat avec elles pour proposer une aide WASH qui stimule la cohésion sociale entre les réfugié-e-s syrien-ne-s et la population d'accueil tout en améliorant la qualité et la pertinence des services⁹⁸.

Même lorsque l'État est un acteur du conflit, il est toujours possible de travailler au niveau opérationnel avec les autorités locales. Par exemple, Oxfam travaille avec des structures de santé locales pour promouvoir la santé publique en RDC. Au Yémen, elle œuvre aux côtés des autorités locales pour réparer les réseaux d'eau.

D'un autre côté, il peut s'avérer extrêmement difficile de travailler avec des gouvernements dans des contextes complexes. C'est notamment le cas lorsque l'espace civique et humanitaire a été fortement restreint, comme en Syrie⁹⁹, ou dans les contextes où les personnes dans le besoin sont associées à des acteurs armés opposés à l'État. En Irak par exemple, plusieurs travailleurs et travailleuses de l'aide au niveau local ont été contraint-e-s d'arrêter de proposer des services aux familles accusées par les autorités d'avoir des liens avec l'EIIS¹⁰⁰.

Un apprentissage plus systématique est requis sur la façon et le moment où les organisations humanitaires peuvent travailler avec telle ou telle autorité locale ou nationale lors de crises longues.

Encadré 8 : Réduction de l'espace alloué à la réponse aux préoccupations des communautés en RDC dans la lutte contre Ebola menée par le gouvernement

L'épidémie d'Ebola qui frappe le Nord-Kivu (RDC) met en lumière certaines des conséquences probables en cas de réponse à une situation de crise menée étroitement avec un État impliqué dans un conflit.

Le territoire de Beni (Kivu, Est de la RDC), où une épidémie d'Ebola s'est déclarée en août 2018, a subi plusieurs années de conflit armé. La zone est encerclée par des groupes armés qui recourent souvent à la violence. Une bonne partie de la population est traumatisée par l'impact des conflits et des violences, et nourrit de vives rancœurs en raison du sentiment d'inaction du gouvernement. Des élections très contestées ont eu lieu en décembre 2018, excluant de fait les personnes vivant dans les zones affectées par l'épidémie¹⁰¹. Une intervention menée par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) est en cours pour répondre à de nombreux besoins humanitaires dans la région.

D'autre part, la réponse apportée à l'épidémie d'Ebola est supervisée par le gouvernement et l'OMS, par l'intermédiaire du système de santé national. Cet aspect est critique pour desservir au mieux la population et apporter une réponse systématique. On observe une tendance compréhensible à travailler de manière descendante avec et par le biais des autorités publiques sous leurs différentes formes, dont certaines (comme les médecins) inspirent fortement confiance à la population, tandis que d'autres (comme les services de sécurité) sont responsables de la majorité des violations des droits humains auxquelles la population est confrontée au quotidien¹⁰². Néanmoins, cette approche descendante gérée par l'État n'a pas permis de promouvoir la confiance indispensable pour que les communautés s'approprient la réponse et luttent contre la propagation du virus.

Au sein même de l'intervention, il est extrêmement difficile d'aborder les contextes sociaux, politiques et conflictuels. Lorsqu'une intervention est largement menée par des hommes (dans un pays où les femmes peinent à faire valoir leurs droits), il y a très peu d'espace pour s'assurer qu'elle réponde aux besoins des femmes. Il y a également peu d'espace pour que d'autres acteurs (des organisations communautaires aux ONG internationales) participent à l'intervention sur le plan stratégique. Il n'y avait ainsi aucune stratégie forte de collaboration avec les communautés¹⁰³. Le leadership des Nations unies (dans le cadre d'une mission intégrée) n'a pas soutenu de façon homogène les appels en faveur d'une participation plus large de la société civile jusque tard dans l'intervention, lorsqu'il était clair que la stratégie existante était inefficace.

OBSERVATIONS SUR LES PROGRAMMES

Les études de cas suivantes couvrent certaines des difficultés rencontrées avec les approches en nexus dans des situations de fragilité et de conflit, notamment au niveau de la collaboration avec les partenaires, de la promotion de la justice entre les femmes et les hommes, de la gestion des contraintes opérationnelles et du développement de stratégies nationales.

Leadership des femmes en Irak

Les effets cumulatifs des conflits nationaux et régionaux ont généré une immense fragilité, une grande instabilité et de nombreux déplacements en Irak. Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les perturbations politiques, économiques et sécuritaires auraient provoqué une forte hausse de la pauvreté dans le pays, avec des conséquences lourdes sur les moyens de subsistance et les infrastructures. Les droits des femmes ont été rongés par l'insécurité, avec un effondrement du taux d'alphabétisation des femmes ces dernières années et une baisse constante de la participation des femmes dans la vie politique et économique du pays, notamment du fait de la stigmatisation croissante et des restrictions en termes de mobilité dont font l'objet les femmes dans la vie publique.

Oxfam cherche à s'attaquer aux facteurs sous-jacents du conflit et de la vulnérabilité, ainsi qu'aux causes profondes des risques auxquels les populations sont confrontées. Sa stratégie de résilience, de relèvement et de réhabilitation vise à rompre la spirale de la violence et de la fragilité, à promouvoir l'établissement d'un État inclusif et à réduire le besoin d'interventions en situation d'urgence à l'avenir. Sa théorie du changement EFSVL (sécurité alimentaire et moyens de subsistance vulnérables d'urgence) répond

aux besoins immédiats par l'intermédiaire de transferts monétaires et d'emplois temporaires tout en cherchant à renforcer la résilience économique.

Oxfam a fourni une aide alimentaire d'urgence et un soutien aux moyens de subsistance dans le cadre de l'initiative sur deux ans de Project Direct baptisée « Leadership & Economic Empowerment for Survivors of GBV/SGBV in Iraq ». Elle a également investi dans des moyens de subsistance résilients et durables, notamment sous la forme de subventions professionnelles, de mises en réseau et de relations commerciales, de développement de la chaîne de valeur et de formations professionnelles et spécialisées. Ce programme cherche résolument à faire évoluer les communautés d'un état de dépendance vis-à-vis de l'aide d'urgence vers l'autonomie. Les activités visant à renforcer l'autonomie économique des femmes favorisent l'inclusion de ces dernières sur les marchés et renforcent leur participation dans les évaluations et la conception de programmes. Cela les aide à identifier des opportunités commerciales et à construire des réseaux professionnels. Mieux encore : cela offre des opportunités à d'autres femmes et a enclenché un processus de refonte des normes liées au genre dans un contexte socialement conservateur.

Les réflexions découlant du programme pays sur l'approche en nexus incluent ce qui suit :

- Pour rendre les efforts humanitaires, de relèvement et de développement plus efficaces et durables, la société civile locale et nationale doit rester aux avant-postes des programmes. Cela requiert un travail dédié, un investissement soutenu sur plusieurs années dans les OSC et un soutien aux activités de leadership humanitaire local au sens large. Les organisations de défense des droits des femmes ont besoin d'un espace politique et financier pour se saisir des questions de protection tout en s'attaquant aux normes discriminatoires sous-jacentes.
- Au vu de l'ampleur des besoins dans les pays marqués par des crises durables, couplée au sous-investissement dans les services et la croissance économique, les acteurs de l'aide et l'État doivent collaborer avec le secteur privé pour exploiter les ressources et les capacités de ce dernier afin de participer au relèvement et au développement économique à grande échelle. Un travail de plaidoyer à long terme sur des réformes politiques et économiques axées sur les plus vulnérables sur le plan économique et sur la participation des femmes est incontournable pour garantir une distribution équitable des opportunités et des investissements qui réduisent les inégalités.
- Le passage d'une approche axée sur les ressources à une approche systémique promeut la réorientation des interventions afin d'inclure le travail essentiel sur les relations commerciales, les politiques et les pratiques commerciales. Cela va au-delà des activités en silo telles que l'injection d'espèces ou les formations, dont certaines communautés ne peuvent pas suffisamment bénéficier car l'économie au sens large n'est pas équitable, accessible ou efficace.

Une réponse locale dans les États Kachin et Shan, Myanmar

Au Myanmar, il est indispensable, mais terriblement difficile de répondre aux besoins humanitaires des populations, de mettre en œuvre des programmes de développement et d'instaurer la paix. Alors que le pays poursuit sa transition démocratique après

presque 50 ans de junte militaire, de nombreuses communautés sont toujours affectées par le sous-développement, des conflits et des violations des droits humains. Comme décrit par la Mission exploratoire des Nations unies au Myanmar, ces graves violations des droits humains semblent s'étendre à l'ensemble du pays. La Mission a également apporté des éléments de preuve de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans les États de Rakhine, Kachin et Shan, ainsi que d'un génocide dans l'État de Rakhine¹⁰⁴.

Le programme pour une paix durable (DPP, Durable Peace Programme) financé par l'UE est mis en œuvre par un consortium d'ONG locales, nationales et internationales. Il vise à répondre aux besoins humanitaires et de développement tout en essayant de mieux tenir compte des problèmes communautaires dans le processus de paix. Ce programme a été pensé initialement par un groupe d'organisations locales et nationales (la « Joint Strategy Team »), qui s'est ensuite rapproché d'Oxfam pour la gestion de cette initiative multisectorielle et pour bénéficier de son expertise technique transversale. Il est déployé depuis 2015 dans des communautés touchées par un conflit dans l'État Kachin, ainsi que dans l'État Shan plus au nord depuis 2018¹⁰⁵. La conception et la mise en œuvre des programmes sont assurées par 27 organisations locales allant de petites associations dédiées au développement communautaires à des acteurs influents dans le processus de paix à l'échelle nationale. Ces organisations apportent leur expertise variée dans l'optique de pouvoir proposer un éventail d'activités dans les trois piliers de l'approche en nexus : humanitaire, développement et paix.

La première phase du programme DPP (2015–2018) incluait un travail avec des communautés touchées par un conflit (notamment les PDI vivant dans des camps et les communautés hôtes) en vue de promouvoir une plus grande participation et influence des communautés dans les processus de paix locaux. L'un des principaux objectifs était de mieux articuler aide d'urgence, réadaptation et développement en soutenant une meilleure éducation et de meilleurs modes de subsistance et en encourageant les autorités locales (gouvernementales et ethniques) et les structures communautaires à se montrer plus réceptives aux besoins des communautés en matière de développement. Le programme a permis d'assurer le financement d'une seconde phase qui portera sur le soutien aux activités génératrices de revenus et contribuera à renforcer la cohésion sociale et à instaurer la paix de façon plus efficace. Par ailleurs, des mesures ont été prises pour autonomiser les femmes et réduire l'impact des violences basées sur le genre toujours plus nombreuses.

Les enseignements tirés de ce programme incluent à ce jour les points suivants :

- Il est indispensable de travailler à l'échelle locale, sous l'impulsion de partenaires qui comprennent le contexte et entretiennent des liens forts avec la communauté, afin d'apporter le changement dans une approche en nexus. Les déplacements prolongés et les conflits en cours rendent d'autant plus complexe toute intervention dans un environnement où la gouvernance est contestée et le processus de paix balbutiant. Le leadership local dans le cadre du programme DPP renforce la redevabilité en aval et la confiance dans les communautés et permet de déployer des programmes qui portent leurs fruits dans des contextes très difficiles et hautement politisés. La capacité à composer avec cette complexité et à déployer des programmes adaptés requiert de trouver le juste équilibre entre ambitions et pragmatisme, et donc d'être réaliste quant aux résultats et à l'influence pouvant découler du programme.

- Sous sa forme actuelle, le programme DPP est prévu sur sept ans, avec une prolongation possible au terme de la phase en cours. Un financement sur plusieurs années s'est révélé bénéfique pour tous les partenaires au consortium pour apprendre des précédentes activités, intensifier la programmation conjointe et renforcer la confiance mutuelle. En effet, l'instauration de la confiance, d'un consensus et d'une redevabilité mutuelle se révèle essentielle pour l'efficacité de la mise en œuvre, mais aussi pour aider le programme DPP à composer avec les sensibilités politiques et les risques inhérents au travail dans les domaines humanitaire, du développement et de la paix. Par exemple, Oxfam a soutenu pendant de nombreuses années l'un des partenaires de la « Joint Strategy Team » avant le programme DPP, établissant un sentiment durable de confiance et de solidarité, un ingrédient clé dans la réussite du projet. Le programme DPP est désormais connu au sein des principaux ministères, ce qui facilite l'interaction avec les autorités gouvernementales. Il est également reconnu par les autorités dans des secteurs échappant au contrôle du gouvernement.
- Une programmation s'appuyant sur le consortium peut constituer un mécanisme efficace pour coordonner les différentes agences autour d'une approche en nexus. À titre individuel, la plupart des organisations ne travaillaient pas en nexus, mais collectivement, le consortium est parvenu à créer une programmation en nexus en tirant parti des méthodes de travail de chacune et en contribuant par leur savoir-faire respectif. Cette approche permet également de renforcer les compétences clés (comme la sensibilité au conflit) dans tous les programmes. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'une organisation couvre à elle seule la totalité du nexus. Mais la structure du programme DPP rassemble efficacement 27 organisations travaillant sur une multitude de thématiques, avec une expertise et des expériences différentes, du développement communautaire à petite échelle à des rôles influents dans l'agenda national en matière de développement et au niveau du processus de paix, d'une manière qui réponde de façon plus holistique aux besoins des communautés.
- Dans une situation comme celle que connaît le Myanmar, il convient de s'attacher en priorité à défendre les droits humains, à lutter contre les politiques dommageables et à atteindre les populations les plus vulnérables. Des débats approfondis et un processus décisionnel fondé sur des principes sont requis pour trouver le juste équilibre entre l'implication dans les processus de paix nationaux hautement politisés, la promotion des principes humanitaires et le soutien aux interventions de développement durable. Le risque de contribuer aux objectifs politiques de tiers ou de légitimer involontairement certains acteurs dans le conflit est omniprésent. Pour tenter d'atténuer ce risque, nous nous sommes notamment gardé-e-s de toute précipitation et avons fait preuve de la plus grande prudence quant à notre engagement avec les autorités étatiques et non étatiques. Ici encore, les relations avec les organisations locales, plus compétentes pour composer avec la complexité des administrations parallèles et des dispositions de gouvernance locale contestées, ont été cruciales pour la crédibilité, l'accès et la réussite du programme. La redevabilité envers les populations affectées constitue un autre aspect important, par exemple en instaurant des mécanismes de retour d'information pour s'assurer que la conception et la mise en œuvre du programme privilégient les préférences des personnes déplacées.

Association d'une aide à court terme avec des changements à long terme au Soudan du Sud

Depuis cinq ans, le Soudan du Sud est en proie à un conflit civil ayant entraîné le déplacement de quatre millions de personnes, fait des milliers de victimes et provoqué l'une des pires crises alimentaires au monde. Cela s'ajoute à la quasi-absence de services de base, à de fortes inégalités entre les femmes et les hommes et à une faible gouvernance. Le changement climatique affecte également les moyens de subsistance en matière d'agriculture et d'élevage. La vulnérabilité de la population est donc profondément enracinée et les communautés ont besoin d'une aide récurrente face au conflit en cours.

Les acteurs humanitaires cherchent des moyens de faire un meilleur usage des centaines de millions de dollars d'aide d'urgence alloués au Soudan du Sud afin de répondre de façon plus durable aux besoins de la population. Oxfam propose un soutien vital, mais reconnaît que seules des solutions à plus long terme peuvent rompre les cycles de vulnérabilité et promouvoir une paix inclusive. Par conséquent, Oxfam promeut une approche multi-thématique pour renforcer la résilience des communautés chaque fois que la situation le permet.

Oxfam a découvert que la combinaison et la superposition des approches peuvent nous aider à honorer notre mandat humanitaire, à répondre aux transitions contextuelles et à protéger les avancées obtenues en matière de développement. Par exemple, dans le comté de Wau (Wau North et Wau South), notre programme de 7 millions de dollars financé par le Canada, axé sur des interventions concernant les moyens de subsistance durables, a été interrompu lorsque le conflit a provoqué la fuite d'un grand nombre de personnes impliquées dans le projet en juillet 2017. Un financement supplémentaire accordé par d'autres bailleurs a permis à Oxfam de répondre aux besoins humanitaires (comme la prévention des épidémies propagées par l'eau) tout en s'attaquant aux causes sécuritaires sous-jacentes du déplacement par le biais d'activités de plaidoyer auprès des autorités publiques. Ces activités de plaidoyer ont abouti à la création de postes de police et d'un renforcement des patrouilles afin de lutter contre la criminalité et de réduire les menaces. Cela a permis de préserver une partie des avancées du programme initial.

Oxfam et ses partenaires ont pu mettre en œuvre des programmes financés par l'UE et par le DFID visant à aider les populations à survivre :

- en répondant à leurs besoins de première nécessité immédiats par le biais de transferts monétaires, de bons alimentaires approvisionnés par les groupes de producteurs du programme, de la réhabilitation des trous de forage, d'un stock de contingence en eau intégré et de la distribution de chèvres ;
- en leur transférant les compétences, les connaissances et les ressources requises pour gagner de l'argent et produire pour leur compte, en bâtissant un futur plus fort et plus résilient (grâce à des activités génératrices de revenus), en renforçant les systèmes de marchés et en soutenant la production agricole (notamment des projets d'irrigation alimentés par l'énergie solaire) ; et
- en s'attaquant aux attitudes et aux pratiques qui perpétuent les inégalités et le conflit, grâce à des comités de gouvernance locaux, au recours au système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS) d'Oxfam¹⁰⁶ et en intégrant la protection.

Les programmes cherchent ainsi à renforcer les capacités d'absorption et d'adaptation et à poser les fondations pour apporter davantage de changements transformationnels à plus long terme.

Une programmation en nexus (humanitaire, développement et paix) requiert des capacités d'innovation et d'apprentissage, car le personnel doit composer avec de nouveaux partenariats et de nouvelles méthodes de travail. Parmi les principes et les pratiques clés pour la programmation, l'expérience au Soudan du Sud a mis en lumière ce qui suit :

- L'importance de promouvoir et de nourrir l'ambition tout en veillant à adapter l'aspiration à l'innovation selon la réalité du terrain, ainsi qu'à éviter ou à abandonner les activités ou indicateurs non viables d'une manière redevable et sensible au conflit. Le développement résilient, notamment dans des situations fragiles et conflictuelles, prend plus de temps que ne le permet un cycle de programme sur trois à cinq ans.
- L'importance de tenir compte de la probabilité d'une multiplication ou d'une aggravation des chocs. Une analyse des conflits régulière et sensible au genre, une planification des scénarios et des mécanismes intégrés de financement humanitaire (à l'image des variables d'une crise¹⁰⁷) contribuent à répondre aux besoins variés des communautés et à protéger les avancées obtenues en matière de développement.
- Les tensions potentielles entre une supervision très stricte mais néanmoins indispensable du programme et une souplesse et une autonomie au niveau local doivent être reconnues et gérées en toute transparence. Les connaissances locales et la compréhension du contexte doivent s'accompagner d'objectifs de programme globaux sur le long terme. La complexité technique des approches en nexus, surtout dans des contextes difficiles, requiert d'investir dans des ressources de gestion des programmes : gestion des connaissances, développement des capacités et règles de gouvernance. Une longue phase de création doit être incluse pour allouer suffisamment de temps à l'instauration de partenariats et de relations, au partage des compétences et au développement d'une vision commune. Cette phase peut également être l'occasion de regrouper les praticiens de différentes disciplines qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble.
- L'expérimentation et les risques doivent être partagés par tous les protagonistes. L'engagement avec les bailleurs et une collaboration étroite avec les partenaires permettent une appropriation commune des théories du changement, des risques et des défis de l'approche, ainsi que du besoin de s'adapter à un contexte changeant. Cela encourage la transparence et garantit que toutes les parties prenantes sont des partenaires dans le processus d'apprentissage.

Conception d'une stratégie de programmes de développement résilients au Tchad

L'effet conjugué d'un conflit, d'un contexte instable, d'une dégradation des ressources naturelles et du changement climatique a provoqué une longue crise et une fragilité extrême dans la province tchadienne de Guéra, dans la bande sahélienne. Les déplacements internes et régionaux ont exacerbé les tensions sur des ressources naturelles toujours plus rares. Ces déplacements s'expliquent en partie par des migrations saisonnières, une stratégie de subsistance à long terme qui a gagné en

intensité et en fréquence, les populations se déplaçant de façon semi-permanente en quête de survie. De nombreuses personnes ne parviennent plus à subvenir à leurs besoins de première nécessité et sont donc très dépendantes de l'aide externe. Cela peut dans certains cas entraîner des conflits intercommunautaires, parfois violents. Les femmes et les filles se retrouvent souvent à assurer la production agricole et les tâches domestiques dans des conditions laborieuses et très inégales pendant que les hommes migrent à la recherche d'un travail, d'un revenu ou d'eau pour le bétail. Le cumul de ces dangers enlève les populations dans une spirale de la pauvreté, où elles peinent à subvenir à leurs besoins au quotidien et parviennent d'autant moins à planifier leur avenir ou à investir dans des capacités susceptibles de renforcer leur résilience face à de futurs chocs et tensions.

En 2010, Oxfam au Tchad a pris la décision stratégique d'aller au-delà des interventions humanitaires ad hoc à court terme et d'investir à plus long terme dans des zones affectées par des crises récurrentes. Elle a adopté une approche résiliente du développement pour apporter un changement en s'attaquant aux causes qui amplifient les risques. Le cadre stratégique Guéra-Tchad 2012–2019 dédié aux programmes de subsistance d'Oxfam entend s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire :

- en protégeant les moyens de subsistance (alerte précoce et actions de préparation) ;
- par le biais d'interventions humanitaires (en investissant dans les capacités de réponse à l'échelle locale et en répondant aux besoins d'urgence) ;
- en diversifiant les moyens de subsistance (en combinant les activités génératrices de revenus à des ressources productives, en créant des filets de sécurité en développant de nouvelles infrastructures comme des banques de semences et en investissant dans l'accès et dans une meilleure gestion des ressources naturelles) ; et
- par le plaidoyer (en renforçant le contrat entre les citoyen-ne-s et l'État, en soutenant la société civile et en renforçant les mécanismes de gouvernance locaux et la cohésion sociale).

La prise en compte des questions de genre a été intégrée dans ces quatre piliers afin de remédier aux inégalités en matière de pouvoir, d'accès aux opportunités et de responsabilités.

On peut notamment tirer les enseignements suivants du travail réalisé au Tchad :

- Dans un contexte de crises prolongées, des plans rigoureux sont requis pour s'assurer que les interventions humanitaires à grande échelle ne mettent pas complètement de côté les initiatives à plus long terme. Ces plans incluent des stratégies de financement flexibles sur le long terme, des mécanismes opérationnels ajustables qui peuvent passer rapidement à la vitesse supérieure en cas d'escalade des besoins, ainsi qu'une surveillance du contexte susceptible de renforcer la capacité d'anticipation et d'adaptation à une situation changeante.
- Ce que nous faisons et la manière dont nous le faisons doivent soutenir les capacités de résilience. Les rapports de force, les questions femmes-hommes et autres inégalités qui affectent structurellement la capacité d'une personne ou d'une communauté à entendre, à comprendre et à réagir à une information (ou à bénéficier réellement des interventions) doivent être pris en compte.

- Un apprentissage continu et itératif est essentiel. Le personnel doit avoir le temps de prendre du recul, d'évaluer ses activités et de réfléchir à l'objectif visé. Ce processus de recherche de sens garantit la pertinence des activités, empêche de passer à côté d'opportunités de changement, de déploiement à grande échelle et/ou de transition, et contribue à la bonne compréhension de l'articulation entre interventions humanitaires et de développement. Les communautés doivent également être impliquées dans ce processus pour garantir la transparence, la redevabilité, le partage des informations et un meilleur apprentissage.

IMPLICATIONS VIS-À-VIS DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

On retrouve plusieurs thèmes communs dans les études de cas présentées plus haut. Les points de discussion ci-dessous ne sont pas exhaustifs, mais incluent certains des changements globaux requis au niveau de la conception et de l'exécution des programmes pour que ceux-ci soient efficaces dans ces contextes.

Analyse contextuelle holistique et intégrée

Afin de bien comprendre les besoins et les causes profondes de la vulnérabilité, de la fragilité et des inégalités, une méthodologie d'évaluation multisectorielle unifiée et complète est requise au niveau de l'organisation. Au-delà de la zone immédiate desservie par le programme, l'analyse doit tenir compte des implications politiques plus vastes d'une intervention, par exemple l'impact du fait de privilégier les besoins dans des zones faciles d'accès (urbaines et/ou tenues par le gouvernement) par rapport à une action humanitaire impartiale fondée sur des principes et à la cohésion sociale à long terme.

Dans les zones sujettes à des crises climatiques et à des conflits récurrents, il doit y avoir un mécanisme de partage, de suivi et de renforcement des connaissances entre les différentes interventions qui viennent en aide aux mêmes groupes de population. Cela implique de s'affranchir des outils spécialisés en silo au niveau opérationnel pour privilégier une collecte de données commune et une analyse dynamique du contexte incluant des questions transversales sur le genre, la protection et la sensibilité aux conflits. Cela requiert de partager les informations, d'enrichir mutuellement les découvertes et de faire cohabiter géographiquement les interventions, entre les organisations (ou services au sein des organisations) couvrant certains piliers du nexus, dans l'optique d'élaborer une stratégie de programme holistique qui s'appuie sur des analyses de grande qualité. Les populations affectées par des crises doivent participer à de telles approches pour s'assurer que la conception des programmes repose sur des connaissances locales contextualisées. Cela permet de garantir l'efficacité et de renforcer la durabilité des interventions.

S'il est important de mettre en commun la collecte des données, les outils et les évaluations au niveau organisationnel dans les organisations multi-mandatées où collaborent différentes équipes, il peut parfois s'avérer nécessaire de conserver une évaluation humanitaire indépendante au niveau de l'intervention pour s'assurer que les besoins des groupes les plus marginalisés sont effectivement pris en compte.

Il est également important de trouver des moyens de partager des analyses avec les bailleurs et les autres parties prenantes pour élaborer une vision commune, une

approche complémentaire et mieux intégrée, ainsi que de solides mécanismes de feedback et de redevabilité.

Stratégies pays à long terme face à la planification des projets

Une transformation systémique prend plus de temps qu'un cycle de programme. Cela se vérifie particulièrement dans les contextes fragiles, où tout développement sur la durée est à la fois lent et non linéaire. En collaboration avec les bailleurs et en exerçant un lobbying auprès de ces derniers, Oxfam doit tout d'abord passer de projets à court terme sur 6–12 mois à des cycles de programme sur 3–5 ans, avec à terme des objectifs sur 10 à 15 ans couvrant l'ensemble du spectre humanitaire-développement-paix. Cela s'accompagne d'un passage d'une réflexion orientée sur les résultats à une planification s'appuyant sur les réalisations. Cette dernière peut apporter de plus grandes opportunités de tisser des partenariats et de renforcer la capacité locale, en tant qu'objectifs à part entière, au-delà des résultats liés au projet. Dans l'immédiat, il convient de tenir compte de la nature du financement recherché et des types de programmes planifiés afin de pouvoir les superposer et les enchaîner de sorte à faciliter cette approche stratégique transversale. De la même manière, l'engagement en faveur d'une approche en nexus ne doit pas être lié à des projets spécifiques, mais s'appuyer sur des initiatives séquencées, coordonnées et complémentaires dans un programme pays.

Investissement dans la gestion adaptative

Pour être efficaces et efficaces, les programmes doivent être souples et réactifs à des contextes changeants. La flexibilité dans les activités, les lignes budgétaires, les calendriers de mise en œuvre, les objectifs et les indicateurs renforcera la qualité des programmes et garantira que les organisations multi-mandatées continuent à cibler les populations les plus vulnérables avec des interventions pertinentes. Cela exige de mobiliser de nouvelles compétences et d'exploiter les connaissances existantes et le savoir-faire en matière d'innovation, d'élaborer des systèmes de surveillance unifiés et de mettre en pratique les enseignements en temps réel. Les cadres de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage qui évaluent au fil du temps l'impact des programmes sur les vecteurs de fragilité et de vulnérabilité devront s'étendre au-delà des échéances du projet. Cela requiert un engagement cohérent et transparent avec les bailleurs et les parties prenantes nationales, qui devront être des partenaires d'apprentissage actifs.

Encadré 9 : Mise en œuvre d'une approche en nexus double dans le nord du Kenya

En 2017, le Comté de Turkana, dans le nord du Kenya, a subi pour la troisième fois consécutive une saison des pluies avec des précipitations inférieures à la moyenne. Ce phénomène a mis en lumière des tensions entre le besoin de préserver les aquifères qui s'appauvrissent et celui de soutenir des mesures de résilience face à la sécheresse pour les populations vivant dans des milieux arides, notamment les communautés d'éleveurs nomades. Les programmes d'Oxfam visent à la fois à répondre aux besoins d'urgence des populations et à corriger leurs vulnérabilités sous-jacentes et l'accès insuffisant aux services de base. Les deux approches doivent tenir compte des pressions environnementales pour garantir que les stratégies déployées pour répondre aux besoins immédiats en eau intègrent la protection de l'accès à des sources d'eau durables sur le long terme.

À l'avenir, la technologie et le suivi seront essentiels pour suivre les taux d'épuisement des eaux souterraines. Des points d'eau et des distributeurs d'eau à énergie solaire ont été installés, ce qui a permis de réduire les longues files d'attente et/ou la dépendance aux heures restreintes de distribution d'eau au robinet, ainsi que les longues distances parcourues à pied qui exposaient les filles et les femmes à des risques pour leur sécurité. Le suivi du niveau des aquifères pour surveiller les taux d'épuisement est indispensable dans la recherche du juste équilibre entre les pressions environnementales et le droit humain à l'eau.

Collaboration et partage des capacités

Le personnel n'est pas censé maîtriser les trois (ni même deux) piliers du nexus, surtout dans des contextes où il est déjà difficile de trouver les bonnes recrues. En revanche, une approche en nexus requiert des personnes chargées de la mise en œuvre qu'elles quittent leur zone de confort et travaillent de façon interdisciplinaire. Les organisations multi-mandatées doivent soutenir le partage des capacités, l'apprentissage croisé et le renforcement des compétences pour s'assurer que le personnel et les partenaires sont correctement formés pour remplir leur mission. Les principes, la langue et les intérêts des équipes techniques doivent être mutualisés au service d'une coproduction collaborative, sans pour autant renier les atouts spécifiques dans chaque domaine technique.

Cela passe également par une adaptation des pratiques opérationnelles : le besoin d'obtenir des résultats en matière de développement dans des contextes humanitaires exige que les fonctions d'appui commercial collaborent encore plus étroitement avec les programmes afin de ne pas passer à côté des principaux schémas saisonniers ou des contraintes en matière d'accès, et pour fournir en temps utile un reporting financier précis. Les pratiques opérationnelles et de management doivent être repensées pour promouvoir la collaboration entre les équipes. Cela appellera un changement de culture et de mentalité, une adaptation des processus d'appui commercial pour les déplacements et le recouvrement des coûts, des plans de travail communs, ainsi que des changements au niveau des personnes participant aux réunions dédiées à l'élaboration de stratégies.

Encadré 10 : Oxfam dans les Territoires palestiniens occupés et en Israël

Consciente de la nature extrêmement complexe et chronique de la crise à Gaza, Oxfam a pris des mesures volontaires pour concevoir et appliquer ses stratégies EFSVL et de justice économique d'une façon holistique qui répond aux besoins de la population, lesquels se chevauchent et s'entremêlent.

Cette approche intégrée a imposé un changement au niveau du comportement opérationnel et de la réflexion technique. Bien que ces stratégies ne soient pas intrinsèquement radicales, elles se sont accompagnées d'évolutions significatives. Le personnel des deux équipes s'est appuyé sur des solutions pratiques pour réunir les ensembles de compétences et les perspectives, comme des évaluations contextuelles conjointes, des réunions régulières et des théories du changement collectives. Leur stratégie de programme reconnaît explicitement les besoins de première nécessité et cherche à y répondre tout en s'attaquant à leurs causes profondes. Les approches EFSVL et de justice économique concordent et se chevauchent.

Le « comment » est aussi important que le « quoi »

L'interdisciplinarité et l'identification d'un terrain d'entente pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables imposeront d'élargir les connaissances techniques et d'intensifier l'accent mis sur les compétences plus générales. Il est tout aussi important de savoir ce que nous faisons que comment nous le faisons. Les comportements à encourager et à développer sont les suivants (entre autres) :

- Recherche d'un consensus, négociation et formation de partenariats (inhabituels)
- Maîtrise et communication d'idées complexes
- Approche systémique
- Instauration d'espaces de co-création et d'un dialogue qui rassemble

Nous devons également améliorer notre coordination avec les autres organisations et notre travail au sein de coalitions variées.

5 QUELLES SONT LES OPPORTUNITÉS D'UNE APPROCHE EN NEXUS ?

L'approche en nexus et les changements associés dans l'architecture de l'aide ouvrent de nombreuses opportunités pour gérer de façon plus efficace et holistique la vulnérabilité de la population avant, pendant et après une crise. Toutefois, plusieurs questions et défis potentiels subsistent concernant cette approche (voir **Chapitre 6**).

PROGRAMMES

Obtenir de meilleurs résultats

Il reste une bonne marge de progression pour soutenir les personnes qui interviennent les premières en cas de crises (les personnes affectées, les administrations locales et nationales et les organisations) selon leurs conditions et en fonction de leurs exigences. En particulier, ces groupes ne distinguent pas un silo humanitaire et un autre pour le développement. Par exemple, les plans d'action pour la prévention des risques de catastrophe naturelle menés à l'échelle communautaire peuvent contribuer à apporter des changements transformationnels sur le long terme¹⁰⁹. Une approche holistique peut également contribuer à une participation plus homogène dans toutes les interventions des organisations dirigées par des femmes ou de défense des droits des femmes, qui peuvent être moins visibles dans des contextes humanitaires¹¹⁰ et dont les avancées durement acquises peuvent être compromises en cas de crises¹¹¹. Nous devons également prendre conscience des contraintes auxquelles ces organisations sont confrontées, mais aussi du fait que toutes les organisations ne seront pas nécessairement disposées à réorienter leurs activités en faveur d'interventions humanitaires¹¹².

« On mobilise un cuirassé alors que c'est un canoë dont on a besoin. On marche sur la tête. »

Acteur humanitaire local dans la région Pacifique sur les problématiques de l'aide internationale¹⁰⁸.

S'engager auprès des structures locales et nationales

Avec un cadre de travail à plus long terme, des objectifs communs en vue de la réalisation des ODD et des plans de priorité nationaux, un accent particulier a été placé sur la mobilisation des capacités, des ressources et des structures locales et nationales, dans la mesure du possible et lorsque la situation le justifie. Lorsque les institutions locales et nationales sont impliquées selon leurs propres conditions, elles sont plus susceptibles d'être mieux équipées et préparées à consulter les communautés et à répondre aux besoins de ces dernières. En plus de faciliter les interventions déployées immédiatement après une crise, le soutien apporté aux institutions locales et nationales peut promouvoir une gouvernance inclusive et renforcer un contrat social axé sur la redevabilité entre certains services de l'État et ses citoyen-ne-s. Ce soutien peut également contribuer à lever des obstacles de longue date, notamment au niveau des inégalités existantes, en intégrant des efforts pour surmonter ces difficultés et promouvoir une redevabilité mutuelle dans les plans locaux et nationaux. Le rapprochement avec le leadership local et national peut réduire les doubles emplois et

renforcer la cohérence parmi un éventail varié d'acteurs. Il ne fait aucun doute que l'aide qui en résulte saura mieux répondre aux besoins des populations¹¹³.

Justice de genre

La marge d'amélioration est grande concernant la justice de genre. En revanche, dans les cas où les questions de genre et d'identité ne sont pas prioritaires sur l'agenda national, le risque de voir ces progrès s'étioler est bien réel. Toutes les agences doivent déterminer comment renforcer la justice de genre et appliquer des principes féministes dans leur travail. Dans de nombreux contextes humanitaires, les inégalités femmes-hommes préexistantes sont exacerbées et peuvent exposer les filles et les femmes à des risques disproportionnés. Les inégalités entre les femmes et les hommes et les normes de genre discriminatoires peuvent également être sources de fragilité et de conflit. Une approche à plus long terme qui implique un large éventail de parties prenantes offre une plus grande marge de manœuvre pour s'attaquer à ces problématiques et renforcer la capacité des filles et des femmes à y répondre, par exemple en facilitant l'éducation, la participation, les opportunités économiques et le leadership des femmes¹¹⁴. Lorsqu'une crise frappe, cette approche plus holistique promeut une réponse aux besoins immédiats et à plus long terme des filles et des femmes¹¹⁵. Par conséquent, le renforcement de la justice de genre requiert que les droits des femmes constituent un objectif à part entière et qu'ils soient considérés comme indispensables au changement transformationnel (et donc qu'ils ne soient plus intégrés en sus). Autrement dit, la justice de genre devrait être financée et privilégiée dans la phase initiale de toute intervention humanitaire (notamment par l'intermédiaire d'un financement dédié en faveur des organisations de défense des droits des femmes et d'une utilisation rigoureuse des marqueurs de genre), ainsi que dans le cadre du processus de réalisations collectives. Il devrait également y avoir davantage d'opportunités d'intégrer des objectifs axés sur les femmes, la paix et la sécurité dans d'autres stratégies et objectifs.

Alerte et action précoces

L'approche en nexus est l'occasion d'explorer comment une alerte et une action précoces en lien avec des catastrophes naturelles et la prévention des conflits peuvent être mieux mises en œuvre pour protéger et soutenir plus efficacement les communautés, mais aussi pour réduire les coûts d'une intervention. D'après USAID, une intervention humanitaire précoce permettrait d'économiser 2,5 milliards de dollars sur 15 ans, soit en moyenne 163 millions de dollars par an¹¹⁶. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), pour chaque point de pourcentage supplémentaire de la population à l'abri des effets d'une catastrophe naturelle, le coût de l'aide alimentaire est réduit de 2 %. Ce coût serait même réduit de 16 % moyennant une diminution de 1 % du nombre de personnes déplacées¹¹⁷.

Prévention des conflits

On estime que chaque dollar investi dans l'instauration de la paix pourrait se traduire par une baisse de 16 dollars du coût des conflits armés¹¹⁸. Une modélisation réalisée dans le cadre d'un rapport conjoint entre les Nations unies et la Banque mondiale (*Pathways for Peace*) indique également que des économies annuelles seraient toujours réalisées même dans le scénario le plus pessimiste (c'est-à-dire en supposant un coût élevé de la prévention du conflit et un impact faible)¹¹⁹. Chaque intervention

devrait s'appuyer sur une parfaite compréhension des structures de gouvernance formelles et informelles, de la justice de genre et des rapports de force, de la cohésion sociale, de l'inclusion et des capacités existantes de résolution des conflits. Les problématiques clés doivent être traitées le plus tôt et de la manière la plus exhaustive possible.

FINANCEMENT

Désormais largement admise, la nécessité d'adapter les cadres de financement pour faciliter la mise en œuvre de programmes pluriannuels souples afin de lutter contre les crises chroniques et récurrentes amène progressivement les bailleurs à changer leurs stratégies de financement. Le financement doit être plus souple et plus adaptatif face à des contextes changeants, et il doit y avoir plus de place pour les approches expérimentales axées sur l'innovation, et par extension pour des phases d'essai, d'erreur et de changement de cap. Ces changements pourraient être encouragés par la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du « Grand Bargain », à savoir accroître le financement des acteurs locaux et nationaux, de la prévention des risques de catastrophe naturelle et de l'action précoce, et réduire la part du financement affecté. Ainsi, nous pourrions voir évoluer la définition de la réussite et la façon dont les résultats sont mesurés, en abandonnant les cadres rigides, prescrits et orientés sur les résultats qui ne sont pas propices à une gestion adaptative et ne produisent pas les changements transformationnels qu'une approche en nexus pourrait provoquer.

POLITIQUE

Les réalisations collectives offrent une opportunité de rassembler tout un éventail de parties prenantes autour d'une approche plus holistique incluant une gestion des enjeux politiques qui influent grandement sur la vie des personnes. Elles promeuvent également un apprentissage et une réflexion plus poussés sur la prise en compte du conflit dans notre travail avec des autorités locales et nationales qui en sont parties prenantes.

On relève aussi un potentiel accru en matière de renforcement de l'engagement politique pour s'assurer que les personnes les plus vulnérables sont capables d'accéder à l'aide et que tous les protagonistes participent aux négociations de paix, comme réclamé par Oxfam au Soudan du Sud, par exemple¹²⁰.

6 QUELLES SONT LES QUESTIONS CLÉS ?

QUELS SONT LES RISQUES INHÉRENTS À UNE ACTIONS HUMANITAIRE FONDÉE SUR DES PRINCIPES ?

Les approches en nexus sont actuellement déployées dans un contexte global marqué par un nationalisme croissant, un accent de plus en plus fort sur la souveraineté des États et la sécurité nationale, et un espace qui se restreint pour la société civile. Par conséquent, le potentiel de déploiement d'actions humanitaires fondées sur des principes s'amenuise à travers le monde. Les politiques d'aide des bailleurs reflètent de plus en plus les intérêts domestiques et se concentrent sur la stabilité plutôt que sur les causes des mécontentements¹²². On a notamment pu constater un fléchissement dans le respect du droit humanitaire international (par exemple en Syrie et au Yémen) et du droit international des réfugié-e-s (comme dans la réponse de l'Europe face à l'arrivée de réfugié-e-s en 2015–2016), alors que les mesures de lutte contre le terrorisme s'intensifient¹²³.

Les approches en nexus pourraient exacerber cette tendance, car, combinées à la Nouvelle façon de travailler et à de nombreux aspects de la réforme du système des Nations unies pour le développement, elles sont susceptibles de mettre davantage l'accent sur le point de vue des États¹²⁴. Bien qu'il incombe aux États de subvenir de façon redevable et inclusive aux besoins de leur population, tous ne peuvent pas ou ne souhaitent pas le faire. La recherche du juste équilibre entre cet état de fait et l'exhortation à honorer leurs obligations sera source de tensions permanentes au sein des programmes en nexus. Tous les acteurs doivent avoir une conscience critique de ces tensions, respecter les principes de l'action humanitaire et connaître l'impact qu'un compromis dans un domaine peut avoir à plus long terme. Un leadership fort, homogène et fondé sur des principes est requis à tous les niveaux.

Une plus grande implication des États risque également d'exacerber les tendances actuelles qui concentrent l'action humanitaire dans les zones plus facilement accessibles, ce qui exclut souvent les groupes plus vulnérables. Lorsque les acteurs sont associés à l'État, il peut se révéler très difficile pour eux d'intervenir avec impartialité dans les zones où règne une certaine insécurité en lien avec les agissements de groupes armés. Au final, une grande partie de la population dans le besoin ne peut pas accéder à l'aide. C'est ce que constate Oxfam au Burkina Faso et au Mali. L'approche en nexus devra également créer et préserver un environnement propice pour les intervenants en première ligne et ne pas exacerber les menaces sécuritaires auxquelles ils sont confrontés du fait de leurs liens avec des dépositaires du pouvoir contestés.

« La volonté apparente du Sommet humanitaire mondial d'intégrer l'aide humanitaire dans un agenda plus large portant sur le développement et la résilience menace de dissoudre l'aide humanitaire dans des agendas politiques, de développement et d'instauration de la paix plus vastes. »

Lettre ouverte de MSF concernant son retrait du Sommet humanitaire mondial¹²¹.

Le rapport de l'ALNAP sur l'état du système humanitaire dans le monde indique que si les acteurs humanitaires parviennent à sauver des vies de façon plus efficace dans certains contextes, la couverture décline, notamment dans les zones échappant au contrôle des gouvernements¹²⁵.

EST-IL POSSIBLE DE RÉPONDRE EFFICACEMENT AUX BESOINS HUMANITAIRES TOUT EN TRAVAILLANT ÉTROITEMENT AVEC LES ÉTATS ?

Le risque de minimiser les besoins humanitaires est bien réel lorsque l'État n'accorde pas une pleine priorité aux besoins de l'ensemble de ses citoyen-ne-s et lorsque les gouvernements donateurs suivent leurs propres objectifs politiques et sécuritaires. Par exemple, le gouvernement nigérian a intensifié sa réponse à l'insécurité alimentaire dans le nord-est du pays. Cela s'est traduit par une attention insuffisante accordée aux éléments ayant trait à la protection dans la crise qui sévissait dans la région et à laquelle le gouvernement contribuait, même s'il répondait dans le même temps à un risque de sécurité majeur.

En RDC, en amont des élections de 2018 et en raison des tensions découlant de la conférence des bailleurs en avril 2018, les Nations unies et le gouvernement se sont entendus en août 2018 sur le chiffre de 1,3 million de PDI dans le cadre de l'aperçu des besoins humanitaires du pays. Ce chiffre, réévalué à 2,1 millions en octobre 2018, était toujours sous-estimé¹²⁶. Les Nations unies ont reconnu que ce chiffre n'incluait que les nouveaux déplacements sur la première partie de 2018, sans tenir compte des 4,5 millions de PDI précédemment déclarées (dont des PDI historiques). La minimisation de ces statistiques et l'exclusion des PDI historiques qui continuent d'avoir besoin d'une aide humanitaire mettent en évidence les nombreuses considérations politiques conflictuelles à l'œuvre dans la mission intégrée des Nations unies en RDC, qui l'empêchent de répondre de façon prioritaire et homogène aux besoins humanitaires. Il convient de garantir une évaluation et un accès humanitaires indépendants, en se gardant de les intégrer dans des analyses conjointes, pluridisciplinaires et impliquant plusieurs acteurs si cela risque de compromettre les besoins des populations les plus vulnérables.

Les acteurs humanitaires ne parviennent pas toujours à atteindre systématiquement les groupes les plus vulnérables. Il existe un risque accru de voir certains groupes ethniques minoritaires, PDI, réfugié-e-s et apatrides privés de toute aide pour des raisons politiques. Au Myanmar par exemple, le gouvernement a fortement restreint la fourniture de l'aide aux personnes rohingyas déplacées internes dans certaines zones de l'État de Rakhine et n'autorise un accès humanitaire qu'au compte-gouttes dans le nord de l'État. En Somalie, où l'État n'est pas l'un des principaux protagonistes au conflit, les réalisations collectives mettent en lumière la situation des PDI. Au Soudan, les réalisations collectives reconnaissent les 900 000 réfugié-e-s, mais pas les deux millions de personnes déplacées internes¹²⁸.

Une analyse des risques et des vulnérabilités réalisée par les Nations unies et l'OCDE dans la région du Liptako-Gourma (Sahel) fait de la vulnérabilité socio-économique un vecteur clé du conflit. Le texte évoque la piètre gouvernance souvent citée par les communautés comme un facteur clé, sans pour autant la mettre en avant ou l'explorer¹²⁷.

COMMENT LES PRIORITÉS SERONT-ELLES ÉQUILIBRÉES ENTRE LES PILIERS HUMANITAIRE, DÉVELOPPEMENT ET PAIX ?

Sans grande cohérence au-delà du niveau pays, il n'existe actuellement aucun cadre homogène sur les points à prendre en compte sur le plan humanitaire, du développement et de la paix. Bien que l'ensemble de la documentation des Nations unies sur la Nouvelle façon de travailler insiste sur le fait que les modalités seront contextuelles, il n'existe aucune directive à cet égard. Lors d'interventions intégrées en faveur de la paix, pour lesquelles il existe pourtant des directives claires¹²⁹ pour séparer l'aide humanitaire des considérations politiques, les acteurs humanitaires ont à maintes reprises constaté que la sphère politique prend le dessus sur le contexte.

Les réalisations collectives à ce jour varient grandement, même si bon nombre d'entre elles en sont encore au stade de l'ébauche. Au Niger, elles incluent des mesures de stabilisation et une réforme du secteur de la sécurité¹³⁰. En République centrafricaine (RCA), où environ 30 % de la population est déplacée (en interne ou comme réfugié-e-s) et plus de 70 % ont besoin d'une aide humanitaire pour survivre¹³¹, les réalisations collectives privilégient les processus de paix, de sécurité et de réconciliation, le contrat social entre l'État et la population, ainsi que le relèvement économique¹³². La mise en œuvre devra trouver un juste équilibre entre les besoins humanitaires et de développement et veiller à ce que ces besoins soient prioritaires sur les considérations politiques. Dans certains contextes, les acteurs du développement ne peuvent pas travailler. Dans le nord-est du Nigeria par exemple, un accent particulier a été placé sur la nécessité d'associer le développement et l'aide humanitaire, mais l'insécurité sur le terrain a ralenti l'introduction des projets de développement.

Un juste équilibre doit être trouvé entre la vitesse et l'ampleur de l'intervention humanitaire, avec des approches « acceptables » de la sensibilité aux conflits, de la justice de genre et du travail avec les autorités locales et nationales. L'adoption d'une approche en nexus ne doit jamais servir de prétexte pour ne pas mettre en place une intervention humanitaire rapide pour répondre aux besoins.

Alors que les approches humanitaires ont tendance à soutenir plus clairement les populations aux besoins les plus pressants, les approches du développement s'inscrivent dans un objectif plus vaste de promotion du « *bien-être des pays en développement sur le plan économique et du développement* »¹³³ où l'attention portée aux populations les plus pauvres et les plus vulnérables est parfois diluée. Il existe également un risque que le fait de combiner les réalisations humanitaires et de développement débouche sur l'adoption du plus faible dénominateur commun dans les normes¹³⁴. Par exemple, lorsque les besoins des communautés de personnes déplacées et des communautés hôtes font l'objet d'une réponse commune, il pourrait être jugé adéquat de se contenter de prestations de services dans l'environnement local existant, en faisant fi des mesures humanitaires approuvées au niveau international (comme les standards Sphere)¹³⁵. Pour atteindre les ODD, qui promettent « *d'atteindre en premier les plus démunis* », les bailleurs doivent concentrer leur aide sur des cibles bien précises, à savoir lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités (notamment les inégalités entre les femmes et les hommes) et répondre aux besoins humanitaires¹³⁶, et réserver exclusivement l'aide au soutien des agendas économiques (croissance verte,

pôles d'innovation, création d'emplois, etc.) où elle aura un impact direct ou indirect sur les personnes les plus dans le besoin.

COMMENT LA PAIX EST-ELLE COMPRISE ?

Si la paix est essentielle pour mettre un terme aux besoins humanitaires et tendre vers le développement durable, la façon dont elle est conceptualisée et instaurée importe également. Les ONG comme Oxfam ont tendance à envisager l'instauration de la paix comme un processus ascendant à base communautaire. Les États et le Conseil de sécurité des Nations unies privilégient en revanche souvent des initiatives centrées sur l'État.

Les processus supervisés par l'État risquent de privilégier la sécurité de l'État et les services de sécurité de l'État aux dépens de la sécurité de la population et des personnes, notamment les femmes, les enfants et les groupes minoritaires. La priorité accordée à la sécurité et à la stabilité risque également d'exacerber l'insécurité. Une recherche du PNUD sur les raisons pour lesquelles certaines personnes rejoignent les rangs de groupes idéologiques violents dans différents pays d'Afrique indique que 70 % d'entre elles se sont décidées à cause des opérations menées par les services de sécurité de l'État¹³⁷. Une vision claire, inclusive et commune de ce que doit inclure le volet consacré à la paix est requise. Elle doit privilégier des approches transformationnelles et à base communautaire qui s'attaquent aux causes profondes de la fragilité et des inégalités et promouvoir une paix positive et la justice de genre.

L'accent doit être mis sur l'inclusion dans toutes les décisions concernant la paix et la sécurité. Par exemple, la société civile est généralement absente de la table des négociations lorsque de telles décisions sont prises. Les femmes sont rarement incluses. Par exemple, sur les sept négociations pour la paix en cours en mars 2019, les femmes représentaient au maximum un quart des délégués (Soudan du Sud, Israël et Territoires palestiniens occupés). Dans le cadre des négociations concernant l'Afghanistan, elles représentaient seulement 5 % des délégués, et seulement 4 % pour le Yémen¹³⁹.

Lorsque les femmes participent aux processus de paix, l'accord qui en découle a 35 % plus de chance de durer plus de 15 ans¹³⁸.

LES APPROCHES EN NEXUS SERONT-ELLES PLUS EFFICACES QUE LE PRÉCÉDENT SYSTÈME ?

Si ces initiatives globales tiennent leur promesse comparé aux précédentes tentatives visant à mieux aligner les initiatives d'aide, la transition dans l'organisation des principales structures et institutions n'est pas encore à la hauteur. Par exemple, malgré les grandes avancées réalisées dans le domaine du leadership local, les organisations locales et nationales peinent toujours à faire entendre leur voix¹⁴⁰. Il conviendra d'allier une réflexion honnête, une prise de conscience et une certaine souplesse pour éviter les erreurs du passé¹⁴¹, ainsi qu'un engagement fort pour collaborer et déléguer autant que possible le pouvoir aux acteurs locaux et nationaux.

Le système devra également rester souple et ne pas se contenter d'introduire des plans d'intervention humanitaire lorsque la situation l'impose, mais aussi accélérer certains processus de planification et s'adapter à des priorités changeantes. En général,

plusieurs mois sont nécessaires pour s'accorder sur des plans d'intervention humanitaire, tandis que les Plans-cadres des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) peuvent prendre beaucoup plus de temps. Les interventions autour de la paix peuvent imposer une grande réactivité ou devoir évoluer beaucoup plus lentement. Par ailleurs, le renforcement de la résilience à plus long terme et les efforts requis pour s'attaquer aux causes profondes des risques et de la vulnérabilité doivent être déployés à grande échelle et sur de longues périodes pour espérer atteindre le niveau de transformation requis. La complexité d'une telle mise en œuvre doit être reconnue ouvertement et faire l'objet d'un engagement résolu. Le système ne doit pas ralentir ni devenir plus politisé, et la bureaucratie doit être réduite autant que possible.

QUI EST INCLUS ?

Si l'implication de la société civile dans les plans d'intervention humanitaire peut être inégale, les systèmes à cet égard sont clairs et les équipes humanitaires pays comprennent systématiquement des représentant-e-s d'ONG. Les acteurs locaux et nationaux déclarent également être plus à même de participer dans le cadre de l'infrastructure actuelle, décentralisée¹⁴². En revanche, la transparence et la décentralisation laissent à désirer concernant les équipes pays des Nations unies.

L'accent placé sur les réalisations collectives implique par ailleurs une possible disparition des petites subventions (100 000–400 000 dollars) car elles s'accompagnent d'un fardeau administratif perçu comme trop lourd, ce qui pourrait entraîner une réduction des financements directs à destination des acteurs locaux et nationaux. La Nouvelle façon de travailler et la Réforme du système des Nations unies pour le développement doivent prendre des mesures proactives au niveau de leurs processus de financement et de planification stratégique pour s'assurer que ceux-ci incluent la société civile locale et nationale et n'exacerbent pas le manque d'inclusivité et de diversité dans le système d'aide actuel.

LE FINANCEMENT SERA-T-IL PLUS APPROPRIÉ ?

Comme évoqué plus haut, les modalités de financement des bailleurs ne sont pas encore totalement alignées sur cette approche. Par exemple, au Soudan du Sud, tandis que les bailleurs se focalisent de plus en plus sur les programmes de résilience et sur des « îlots de stabilité », qui au moment de la rédaction du présent document se trouvent principalement dans des zones sous contrôle du gouvernement¹⁴³, des pressions ont été exercées pour saper le plan d'intervention humanitaire alors que les besoins humanitaires sont plus grands que jamais. Au Mali, des investissements croissants sont consacrés à la sécurité et au développement, alors que les besoins humanitaires augmentent de façon exponentielle et que le modeste plan d'intervention humanitaire (de 329,6 millions de dollars) n'était financé qu'à un peu plus de 50 % en 2018¹⁴⁴.

Au-delà du financement humanitaire, dans un contexte de convergence des approches humanitaires et de développement, les bailleurs et les organisations d'aide devront s'engager dans de franches discussions et résister à la tentation d'aider en premier celles et ceux qui sont les plus facilement accessibles afin de booster les chiffres et le

rapport avantages/coût apparent. Un investissement délibéré en faveur des groupes les plus marginalisés et les plus difficiles à atteindre est requis¹⁴⁵.

Alors que toutes les organisations apprennent à mettre en œuvre les approches en nexus, les réalisations en matière de développement et les mesures de réussite risquent d'être assujetties à des flux de financement humanitaire à court et moyen terme dans les contextes très difficiles. La plupart des acteurs n'ont pas encore parfaitement assimilé les implications complexes de ces modalités, ni ce qui est réaliste. Les bailleurs et les partenaires de mise en œuvre devront entretenir un dialogue franc et ouvert pour dissiper les tensions et adapter les programmes.

Tandis que les financements pluriannuels non affectés devraient revenir aux Nations unies, ces modalités plus souples ne bénéficient pas encore aux ONG, surtout à l'échelle locale et nationale.

Enfin, pour de nombreux bailleurs, le nexus est une opportunité de mieux utiliser l'aide au développement pour attirer les investissements du secteur privé sur des thématiques précises : relèvement rapide, réponse au déplacement et environnements à haut risque. Si le secteur privé est un acteur important pour contribuer à un développement et des solutions durables, il conviendra d'élaborer des méthodes de travail et des garanties conséquentes pour veiller à ce que l'aide reste axée sur la réduction de la pauvreté et des inégalités et à ce qu'elle réponde aux besoins des personnes les plus vulnérable/marginalisées. L'aide ne doit pas devenir une subvention à la dérobée pour les entreprises des pays donateurs. Au lieu de cela, elle doit attirer efficacement de nouveaux investissements privés qui n'auraient pas pu être mobilisés sans subventions publiques, et non subventionner des opérations privées qui auraient eu lieu de toute manière. L'aide doit uniquement bénéficier aux entreprises qui respectent les droits humains et les normes sociales et environnementales, et qui paient leur juste part d'impôts. Une plus grande aide en soutien aux acteurs du privé doit également se conformer aux principes fondamentaux qui sont au cœur de l'efficacité du développement, à savoir la transparence, la redevabilité et l'appropriation par le pays. Plus généralement, la focalisation des bailleurs sur cette « mobilisation » ne doit pas occulter l'importance de soutenir des institutions publiques efficaces et redevables.

7 CONCLUSIONS

Des tensions persistent entre les différents domaines techniques et entre les équipes, si bien qu'il est parfois difficile de trouver le juste équilibre. Les approches en nexus s'appuient toutefois sur une dynamique et un socle commun solides. Une mise en œuvre réussie passera par des débats ouverts conjugués à la définition d'un cap commun. Le nexus présente une bonne opportunité d'œuvrer avec toutes les parties prenantes au service d'un objectif commun. Il a le potentiel de rendre l'aide plus efficace en privilégiant l'expérience de celles et ceux qui sont affecté-e-s par des crises. Il pourrait contribuer à répondre aux besoins humanitaires à court terme (en veillant à ce que le bon type d'aide bénéficie aux bonnes personnes, indépendamment de leur identité ou du lieu où elles se trouvent), ainsi qu'à une meilleure prise en compte des stratégies qui s'attaquent aux causes profondes du problème.

Il existe de fortes complémentarités avec les considérations techniques concernant les capacités d'adaptation, d'absorption et de transformation qui façonnent des cadres de développement résilients. La collaboration entre les acteurs humanitaires, du développement et de la paix, encouragée par les approches en nexus, peut contribuer à garantir une plus grande prise de conscience du large éventail de risques auxquels les populations sont confrontées, ainsi qu'à reconnaître les chevauchements et les interactions entre les risques imputables à l'homme et le climat. Toutefois, l'adoption d'une approche en nexus qui interagit avec et corrige les facteurs de fragilité dépasse ces cadres dans leur format actuel. Une intégration plus homogène et délibérée de la sensibilité aux conflits et du renforcement des capacités locales en faveur de la paix est requise, en plus d'une réflexion et d'investissements pour surmonter cette complexité et répondre aux besoins des groupes vulnérables dans leur quotidien et en temps de crise.

Le nexus s'étend au-delà des projets et nécessitera des changements structurels et opérationnels au niveau des programmes, notamment sur la façon dont les équipes de programme travaillent avec leurs collègues spécialisés dans les politiques et le soutien professionnel. Par ailleurs, l'aide ne sera optimisée que si les mécanismes de financement sont adaptés. Les bailleurs doivent déterminer comment préserver un financement indépendant basé sur des principes et sur les besoins tout en promouvant un financement souple sur plusieurs années pour en faire la norme. Il convient également de tenir compte du respect des engagements pris quant à la souplesse du financement du développement (dans un cadre convenu qui exclut les agendas domestiques des bailleurs). Pour conforter ces changements, il serait judicieux de promouvoir et de récompenser l'apprentissage et la transparence, de sorte que les bailleurs et les agences puissent prendre des risques réfléchis par le biais de programmes innovants et adaptés au contexte. Reconnaître un échec et y réagir de façon opportune deviendrait alors la norme.

Pour les organisations multi-mandatées, sur le plan stratégique, la mise en place d'une approche en nexus peut impliquer de repenser l'articulation des objectifs d'un programme dans certains contextes et de mettre davantage l'accent sur les réalisations. Cela exige un espace de co-création et des discussions de haut niveau entre les services. Bien que la notion de leadership soit essentielle, le nexus ne peut pas « appartenir » à une discipline en particulier. Des échanges continus qui reconnaissent les complémentarités et placent tout le monde sur un pied d'égalité sont requis.

Ces considérations peuvent inclure :

- de réviser la composition des équipes et les profils des postes ;
- d'investir davantage dans le personnel des organisations et dans la capacité des acteurs locaux et nationaux ;
- de mobiliser une analyse holistique et d'adapter les programmes en conséquence ; et
- de changer les structures de gestion afin de soutenir une approche plus intégrée.

Oxfam pourrait choisir de réviser son mode d'affectation des ressources, par exemple en investissant davantage dans la sensibilité aux conflits dans les contextes humanitaires et en allouant un financement non affecté à la planification d'interventions plus souples, plus longues et mieux adaptées au contexte dès les prémices d'une crise.

Ce faisant, Oxfam devra évaluer avec honnêteté les tensions probables entre une attention portée aux approches transformationnelles concertées et son inclination à intervenir rapidement à grande échelle et à prendre des risques. Cela impliquera de trouver le juste équilibre entre le développement de bonnes relations avec les gouvernements et l'obligation de défendre les droits des personnes vulnérables face aux inégalités, aux discriminations et aux abus. Le mandat humanitaire impose aux organisations de ne pas compromettre leurs engagements quant à la primauté de la protection et de condamner les violations du droit humanitaire international et des droits humains partout où elles sont commises. À cet égard, il peut ne pas toujours être possible de travailler avec les autorités nationales, mais l'approche en nexus nous permet d'explorer le potentiel d'une collaboration avec ou aux côtés des autorités locales d'une manière sensible au conflit. Oxfam devra déterminer la place de la paix dans sa stratégie, ainsi que les circonstances dans lesquelles un pilier du nexus doit prendre le pas sur les autres. Elle doit faire preuve de réalisme quant aux limites potentielles de l'approche lorsqu'un type précis d'aide est requis, comme une aide humanitaire à court terme fondée sur des principes. Il ne s'agit absolument pas d'un « jeu à somme nulle », où les gains dans un domaine seraient compensés par les pertes dans un autre. Il est important d'être explicite concernant les prises de décisions et les compromis, et de s'assurer que nos bailleurs et partenaires participent aux échanges.

En plus de continuer à expérimenter et à apprendre des programmes, Oxfam et d'autres acteurs du secteur devront, dans les mois et années à venir, promouvoir des échanges sur la mise en œuvre de l'approche en nexus à l'échelle nationale, régionale et internationale. Ils devront réunir leurs équipes et s'appuyer sur les enseignements tirés pour s'engager et influencer sur la politique et la mise en œuvre à tous les niveaux. Pour Oxfam, un bon point de départ pourrait être de promouvoir la collaboration entre les équipes pour refléter de manière plus explicite les problématiques du conflit et de la fragilité dans son *Cadre pour un développement résilient*¹⁴⁶. Des investissements sont requis dans des recherches nationales sur l'efficacité de l'approche systémique sur le terrain, notamment sur son impact sur l'aide humanitaire fondée sur des principes, la façon dont elle améliore ou nuit aux capacités locales en faveur de la paix, son impact pour les femmes et/ou les conditions (où, quand, pourquoi et comment) dans lesquelles elle parvient le mieux à impliquer divers acteurs locaux.

NOTES

Sauf mention contraire, les liens cités ont été consultés pour la dernière fois en mai 2019.

- 1 T. R. Gingerich (2015), *Le système humanitaire sens dessus dessous : Sauver des vies et des moyens de subsistance en renforçant les capacités locales et en accordant un rôle prépondérant aux acteurs locaux*. Oxfam Amérique. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/le-systeme-humanitaire-sens-dessus-dessous>
- C. Bennett, R. Kent, A. Donini et D. Maxwell (2017), *Planning from the future: is the humanitarian system fit for purpose?* ODI. <https://www.odi.org/publications/10694-planning-future-humanitarian-system-fit-purpose>
- 2 OCDE (2018), *Aid in Support of Gender Equality and Women's Empowerment*. <http://www.oecd.org/development/gender-development/aidinsupportofgenderequalityandwomensempowerment.htm>
- 3 Agenda for Humanity. *New Way of Working*. <https://www.agendaforhumanity.org/initiatives/5358>
- 4 Le « Grand Bargain » (ou Grand compromis) est un accord entre 59 des bailleurs et fournisseurs d'aide les plus importants. Il vise à faire parvenir davantage de moyens aux mains des personnes dans le besoin. Son dixième axe de travail d'origine consistait à renforcer l'implication entre les acteurs humanitaires et du développement. Voir : Agenda for Humanity. *Grand Bargain*. <https://www.agendaforhumanity.org/initiatives/3861>
- 5 Voir par exemple :
 - Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). *Humanitarian Development Nexus*. <https://www.unocha.org/es/themes/humanitarian-development-nexus>
 - A. Kittaneh et A. Stolk (2018), *Doing Nexus Differently: How can Humanitarian and Development Actors link or integrate humanitarian action, development, and peace?* Care. <https://insights.careinternational.org.uk/publications/doing-nexus-differently-how-can-humanitarian-and-development-actors-link-or-integrate-humanitarian-action-development-and-peace>
 - H. Slim (2017), *Nexus thinking in humanitarian policy: How does everything fit together on the ground?* Discours liminaire lors des Consultations annuelles sur les partenariats du Programme alimentaire mondial. Comité international de la Croix-Rouge (CICR). <https://www.icrc.org/en/document/nexus-thinking-humanitarian-policy-how-does-everything-fit-together-ground>
- 6 Toute intervention dans une situation est politique. Qui plus est, les profils des bailleurs, les priorités de financement et l'usage qui est fait de l'aide humanitaire, de même que le profil, l'intention et les méthodes de travail des différentes organisations de mise en œuvre, font toujours partie de l'action humanitaire. Voir par exemple M. B. Anderson (1999), *Do No Harm: How Aid Can Support Peace – or War*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.
- 7 H. Jeans, S. Thomas et G. Castillo (2016), *L'avenir est un choix : Cadre et directives d'Oxfam pour un développement résilient*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-future-is-a-choice-the-oxfam-framework-and-guidance-for-resilient-developme-604990>
- 8 Conclusions du Conseil de l'UE (19 mai 2017), *Donner un contenu opérationnel aux liens entre action humanitaire et développement*. <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-9383-2017-INIT/fr/pdf>
- 9 G. Adams et D. Rosche (2016), *Le rôle de l'aide dans le monde post-2015 : Redevabilité et appropriation*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/accountability-and-ownership-the-role-of-aid-in-a-post-2015-world-619839>
- 10 Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement, <http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacite/parteneriatdebusanpourunecooperationefficaceauservedudeveloppement.htm>
- 11 « Le plaidoyer impartial ne signifie pas que les parties impliquées dans les violences soient toujours à blâmer de la même manière. Oxfam n'est pas non plus neutre dans le sens de vouloir éviter toute chose qui pourrait être interprétée comme une polémique politique. Nous prenons position sur les causes des besoins humanitaires, et proposons des changements de politiques pour les résoudre, fondés sur notre expérience, nos valeurs et le droit humanitaire

- international.* » E. Cairns (2013), *Le rôle d'Oxfam dans l'action humanitaire*. Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/295043/hpn-role-humanitarian-action-260613-fr.pdf>
- 12 Le nombre de conflits est passé de 99 en 1996 à 136 en 2016. Le nombre total de décès liés à un conflit est passé de 71 940 à 103 180 sur la même période. Uppsala Data Conflict Programme. <http://ucdp.uu.se>
- 13 Voir par exemple L. M. Howard et A. Stark (27 février 2018), *Why Civil Wars Are Lasting Longer: In Syria and Elsewhere, New Norms Are Changing the Face of Conflict*. Article sur le site Foreign Affairs. <https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2018-02-27/why-civil-wars-are-lasting-longer>.
- 14 UNHCR (2011), *Tendances mondiales 2010 : 60 ans et toujours présent*. <https://www.unhcr.org/fr/4ea6801a9.pdf>
- 15 En 2017, le nombre de personnes nouvellement déplacées internes à cause d'un conflit s'élevait à 11,8 millions, soit près du double des 6,8 millions recensées en 2016. Dans le même temps, les catastrophes naturelles ont fait 18,8 millions de nouvelles personnes déplacées internes. Voir : UNHCR Figures at a glance. <https://www.unhcr.org/figures-at-a-glance.html> et
- IDMC (2018), *Global Report on Internal Displacement 2018*. <http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2018>
- Le temps moyen passé par les réfugié-e-s loin de leur foyer est en revanche resté relativement stable depuis la fin de la guerre froide. Voir : X. Devictor et Q-T. Do (15 septembre 2016), *How many years do refugees stay in exile?* Blogs de la Banque mondiale. <http://blogs.worldbank.org/dev4peace/category/tags/fragile-and-conflict-affected-states>
- 16 Banque mondiale. *Fragilité, conflits et violences*. <https://www.banquemonde.org/fr/topic/fragilityconflictviolence/overview>
- 17 Ibid.
- 18 OCDE (2016a), *États de fragilité 2016 : Comprendre la violence*. <http://www.oecd.org/fr/cad/etats-de-fragilite-2016-9789264269996-fr.htm>
- 19 Banque mondiale. *Fragilité, conflits et violences*.
- 20 Aon Benfield (2018), *Weather, Climate & Catastrophe Insight: 2017 annual report*. <https://www.preventionweb.net/publications/view/56767>
- 21 Voir par exemple : ibid. et E. Fanning (2018), *Drought, Displacement and Livelihoods in Somalia/Somaliland: Time for gender-sensitive and protection-focused approaches*. Oxfam, Concern Worldwide, Danish Refugee Council, Norwegian Refugee Council, Plan International, REACH et Save Somali Women and Children. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/drought-displacement-and-livelihoods-in-somaliasomaliland-time-for-gender-sensitive-620503>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2018.2845>
- 22 PAM, Programme des Nations unies pour l'environnement et Agence nationale de protection de l'environnement en Afghanistan (2016), *Climate Change in Afghanistan: What does it mean for rural livelihoods and food security?* https://www.wfp.org/sites/default/files/WFP_UNEP_NEPA_Afghanistan_Impacts_climate_%20change.pdf
- 23 Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme (BHCDH) (15 février 2018), *Afghanistan: 10,000 civilian casualties in 2017 – UN report Suicide attacks and IEDs caused high number of deaths and injuries*. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22658&LangID=E>
- 24 J. Kamminga et A. Zaki (2018), *Returning to Fragility: Exploring the link between conflict and returnees in Afghanistan*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/returning-to-fragility-exploring-the-link-between-conflict-and-returnees-in-afg-620399>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2017.1473>
- 25 S. Kent (2018), *Emergency Livelihoods in Northern and Eastern Afghanistan: A review of programme strategy in Kunduz and Nangarhar integrating markets, gender and*

- conflict sensitivity*. Oxfam et Dutch Relief Alliance. <https://asia.oxfam.org/policy-paper/emergency-livelihoods-northern-and-eastern-afghanistan>
- 26 A. Mathieu (2017), « *Nous sommes ici pour une période indéterminée* » : *Perspectives d'intégration locale pour les déplacés internes du Nord-Kivu, en RDC*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/were-here-for-an-indefinite-period-prospects-for-local-integration-of-internall-620262>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2017.9606>
- 27 A. Mathieu (2018), *Sahel : Priorité à la résilience et au développement*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/sahel-priorities-for-resilience-and-development-620609>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2019.3934>
- 28 M. Hemsley et K. Achilles (2019), *Aid in Limbo: Why Syrians deserve support to rebuild their lives*. Oxfam et Danish Refugee Council. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/aid-in-limbo-why-syrians-deserve-support-to-rebuild-their-lives-620630>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2019.4191>
- 29 Secrétaire général des Nations unies (17 janvier 2010), *Secretary-General's remarks to the Security Council Open Debate on "Maintenance of International Peace and Security: Conflict Prevention and Sustaining Peace" [as delivered]*. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2017-01-10/secretary-generals-remarks-security-council-open-debate-maintenance>
- 30 ONU Info (17 janvier 2010), *At Security Council, UN chief Guterres makes case for new efforts to build and sustain peace*. <https://news.un.org/en/story/2017/01/549122-security-council-un-chief-guterres-makes-case-new-efforts-build-and-sustain>
- 31 Voir par exemple le rapport du Secrétaire général des Nations unies intitulé « *Restructuration du pilier paix et sécurité de l'Organisation des Nations Unies* », publié en 2017 : <http://undocs.org/fr/A/72/525>
- 32 La « *sensibilité aux conflits* » désigne la capacité d'une organisation à : a) comprendre le contexte dans lequel elle évolue ; b) comprendre les interactions entre l'intervention et le contexte en présence, notamment concernant la dynamique du conflit ; et c) agir en fonction de cette compréhension afin d'éviter les impacts négatifs et de maximiser les impacts positifs sur le conflit. Voir : Conflict Sensitivity Consortium. *What is Conflict Sensitivity?* <http://conflictsensitivity.org/conflict-sensitivity/what-is-conflict-sensitivity>
- 33 Une définition de l'« *établissement de la paix* » : *Cela se rapporte à des approches et à des processus délibérés, ainsi qu'à l'application d'outils spécifiques destinés à engager les protagonistes d'un conflit dans un dialogue en vue d'atteindre un consensus de manière non violente (au niveau local, national et régional)*. Ces définitions ont été développées conjointement par Oxfam Novib et Oxfam GB et révisées suite aux contributions des participants à l'atelier sur les conflits et la fragilité organisé à Bangkok en février 2016.
- 34 ONU Femmes. *La violence à l'égard des femmes et des filles : quelques faits et chiffres*. <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures>
- 35 K. Dupuy et S. A. Rustad (2018), *Trends in Armed Conflict, 1946–2017*. *Conflict Trends*, 5. Oslo : PRIO. <https://www.prio.org/Publications/Publication/?x=11181>
- 36 J. Galtung (1969), *Violence, Peace, and Peace Research*. *Journal of Peace Research*, (6)3:167–91.
- 37 ONU Femmes. *Faits et chiffres*.
- 38 Pour de plus amples informations, voir : (A/RES/70/262 et S/RES/ 2282). R. Ponzio (2018), *The UN's new "Sustaining Peace" Agenda: A Policy Breakthrough in the Making*. *Stimson Spotlight*. <https://www.stimson.org/content/un-new-sustaining-peace-agenda-policy-breakthrough-making>. Dernière visite le 02/06/2019
- 39 Voir par exemple : C. Milner et N. Chan (2018), *In it for the long haul? Lessons on peacebuilding in South Sudan*. Christian Aid. <https://www.christianaid.org.uk/resources/about-us/it-long-haul-lessons-peacebuilding-south-sudan>

- 40 Commission européenne *Janvier 2018 – Conclusions du Conseil sur l'approche intégrée à l'égard des conflits et des crises extérieures*.
<http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-5413-2018-INIT/fr/pdf>
- 41 Le Plan stratégique d'Oxfam se concentre sur six objectifs. Ceux-ci ne sont pas calqués aux ODD qui sont au cœur de la planification des réalisations collectives. Il existe toutefois des recoupements entre les objectifs d'Oxfam et certains ODD, notamment l'opportunité de mieux atteindre les objectifs d'Oxfam dans le cadre d'une approche en nexus. <https://www.oxfam.org/fr/le-pouvoir-citoyen-contre-la-pauvrete-plan-strategique-doxfam-2013-2019>
- 42 OCHA (10 avril 2017), *The New Way of Working*. <https://www.unocha.org/story/new-way-working>
- 43 Nations unies. United to Reform. UN development system reform 101.
<https://reform.un.org/content/un-development-system-reform-101>
- 44 Atelier des Nations unies sur les réalisations collectives, Genève, octobre 2018.
- 45 Groupe de travail du CPI sur le nexus humanitaire-développement : Collective Outcomes, Principled and constructive humanitarian engagement. Novembre 2018.
- 46 Par exemple, *ibid*.
- 47 Par exemple, Groupe des Nations unies pour le développement durable (2018), *Common Minimum Standards for Multi-Stakeholder Engagement in the UN Development Assistance Framework (ébauche)*.
www.regionalcommissions.org/INF82.docx
- 48 N. Ndeda et D. Birungi (2018), *Addressing the Humanitarian-Development Nexus in the Horn of Africa*. Save the Children.
<https://resourcecentre.savethechildren.net/library/addressing-humanitarian-development-nexus-horn-africa>
- 49 Le comblement du fossé entre humanitaire et développement était initialement un axe de travail distinct dans le « Grand Bargain ». En 2018, il a été décidé de l'intégrer dans les neuf autres axes de travail : transparence, localisation, espèces, coûts de gestion, évaluations des besoins, révolution de la participation, planification et financement pluriannuels, affectation et exigences de reporting. Voir V. Metcalfe-Hough et L. Poole et al. (2018), *Grand Bargain annual independent report 2018*. HPG Commissioned Report.
https://www.grandbargain4ngos.org/upload/grand_bargain_annual_independent_report_2018_5b1949993a7fc.pdf
- 50 L'aide humanitaire s'élevait à 15,5 milliards de dollars en 2017, soit une augmentation de 6,1 % en termes réels par rapport à 2016. Les montants que consacrent les pays du CAD à la gestion de l'afflux de réfugié-e-s et à l'aide humanitaire, deux mesures destinées à gérer les situations d'urgence à court terme plutôt que de soutenir le développement économique à plus long terme, sont passés de 16 % de l'APD bilatérale en moyenne sur la période 2010–2014 à 28 % en moyenne en 2015–2017.
<https://www.oecd.org/fr/developpement/l-aide-au-developpement-reste-stable-et-les-apports-aux-pays-les-plus-pauvres-augmentent-en-2017.htm>
- 51 En 2017, seulement 50,6% des besoins humanitaires ont été financés : 11,9 milliards de dollars ont été levés pour répondre à l'appel humanitaire coordonné par les Nations unies, laissant encore un fossé de 11,6 milliards de dollars. Selon les prévisions des Nations unies, plus de 128 millions de personnes avaient besoin de protection et d'aide humanitaire en 2018, exigeant des niveaux sans précédent de financement pour les aider. Voir *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2017*
https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GHO_2017_French_Digital.pdf
- 52 Development Initiatives (2018), *Global Humanitarian Assistance Report 2018*.
<http://devinit.org/post/global-humanitarian-assistance-report-2018/>
- 53 La publication de l'OCDE *États de fragilité 2018* traite clairement de cette problématique et explique les changements que l'OCDE opérera à l'avenir. OCDE (2018), *States of Fragility 2018: Highlights*. https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/OECD%20Highlights%20documents_web.pdf
- 54 Development Initiatives (2018), *Global Humanitarian Assistance Report 2018*.

- 55 Les chiffres sont difficiles à trouver. Toutefois, depuis son lancement en 2016, l'indice « Peace and Security Funding Index » aide par exemple à définir le périmètre de l'octroi de subventions pour la paix et la sécurité. Chaque année, il recueille et classe des milliers de subventions accordées par des centaines de fondations œuvrant sur les questions de paix et de sécurité à travers le monde. En 2015 (dernière année complète pour laquelle des données sur les subventions sont disponibles au moment de la rédaction), 336 fondations avaient accordé 2 908 subventions en soutien aux efforts pour la paix et la sécurité, pour un total de 351 millions de dollars.
<https://peaceandsecurityindex.org/>
- 56 Financial Tracking Service (2018), *Total reported funding 2017*. OCHA et ONU Femmes (2017), *Éliminer les disparités entre les sexes dans les actions humanitaires*, cité dans M. Nielsen (2018), *Women and Girls in Emergencies*. Care.
<https://insights.careinternational.org.uk/publications/women-and-girls-in-emergencies>
- 57 OECD DAC Senior Level Meeting, Paris 22 February 2019. Chair's Summary.
<http://www.oecd.org/dac/chairs-summary-dac-slm-2019.htm>
- 58 Voir par exemple, OCDE (2018), *États de fragilité 2018*.
- 59 Instruments juridiques de l'OCDE (22 février 2019), *Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix*.
<https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-5019>
- 60 Development Initiatives (2018), *Global Humanitarian Assistance Report 2018*.
- 61 L'extension de la définition de l'APD signifie que l'engagement auprès des militaires de pays partenaires et la prévention de l'extrémisme violent sont désormais comptabilisés comme de l'APD. OCDE (2016b), *The scope and nature of 2016 HLM decisions regarding the ODA-eligibility of peace and security-related expenditures*.
www.oecd.org/dac/HLM_ODAeligibilityPS.pdf
- En 2017, le coefficient déterminant la part des opérations de maintien de la paix pouvant être comptabilisée comme de l'APD est passée de 7 % à 15 %. OCDE (2017), *The ODA Coefficient for UN Peacekeeping Operations Explained*.
<https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/ODA-Coefficient-for-UN-Peacekeeping-Operations.pdf>
- En 2019, le CAD doit déterminer dans quelle mesure le soutien aux activités de paix et de sécurité peut être comptabilisé dans le cadre du « Soutien public total au développement durable » (SPTDD), une nouvelle mesure visant à suivre toutes les ressources soutenant les ODD. Des ONG redoutent que des activités sécurisées susceptibles d'être néfastes ne soient incluses dans le SPTDD ; voir par exemple Saferworld et al. (2019), *Tracking support to Sustainable Development Goals – the case of peace and security*. Note de lobbying multi-agences.
<https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/1204-tracking-support-to-sustainable-development-goals-a-the-case-of-peace-and-security>
- 62 L'Australie, la Belgique, le Danemark, l'UE, l'Allemagne, l'Irlande, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni ont tous présenté les grandes lignes de positions spécifiques et de nouvelles méthodes de travail en lien avec le nexus. Voir : Instruments juridiques de l'OCDE. *Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix*.
<https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-5019>
- 63 Il a été financé à 55 %. Service de suivi financier (FTS) du bureau OCHA Ethiopia Humanitarian and Disaster Resilience Plan 2018 (Humanitarian response plan).
<https://fts.unocha.org/appeals/660/summary>
- 64 Voir par exemple : Independent Commission for Aid Impact. (2018), *The UK's approach to funding the UN humanitarian system: A performance review*.
<https://icai.independent.gov.uk/wp-content/uploads/ICAI-Humanitarian-Reform-Report-2.pdf>
- 65 Sommet humanitaire mondial. *Women and Girls: Catalysing Action to Achieve Gender Equality. High-Level Leaders' Roundtable. Core Responsibilities Two and Three of the Agenda for Humanity*.
https://www.agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2017/Jul/WOMEN_AND%20GIRLS-CATALYSING_ACTION_TO_ACHIEVE_GENDER_EQUALITY_0.pdf

- 66 Groupe des Nations unies pour le développement (2016), *The Role of UN Pooled Financing Mechanisms to deliver the 2030 Sustainable Development Agenda*. Document de discussion. <https://www.un.org/ecosoc/sites/www.un.org.ecosoc/files/files/en/qcpr/undg-paper-on-pooled-financing-for-agenda-2030.pdf>
- 67 OCHA. CBPF Grant Management Systems (GMS) – Business intelligence. *CBPF Allocations*. <https://gms.unocha.org/content/cbpf-allocations>
- 68 En 2017, par exemple, la majeure partie du financement humanitaire a été accaparée par les crises dans le Moyen-Orient, tandis que les plans d'intervention humanitaire dans des endroits comme la RDC et la RCA ont été marqués par un sous-financement chronique. Development Initiatives (2018), *Global Humanitarian Assistance Report 2018*.
- 69 Directives politiques et pratiques d'Oxfam sur la prévention et lutte contre l'extrémisme violent (à paraître).
- 70 E. Kervyn et R. Shilhav (2017), *Une urgence pour qui ? Le fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique : routes migratoires et aide au développement en Afrique*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-urgence-pour-qui-le-fonds-fiduciaire-durgence-de-lunion-europeenne-pour-lafrique>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2017.1176>
- Un grand nombre des crises humanitaires auxquelles nous sommes confronté-e-s aujourd'hui sont longues, la période de déplacement s'étendant en moyenne sur 17 à 26 ans. 13,4 millions de réfugié-e-s, représentant environ les deux tiers de toute la population réfugiée, se trouvaient dans une situation prolongée de réfugié-e-s fin 2017, un chiffre en augmentation par rapport aux 11,6 millions recensé-e-s en 2016. Parmi ces personnes, 3 millions étaient dans cette situation depuis 38 ans ou plus, dont une écrasante majorité de réfugié-e-s afghan-e-s (2,3 millions) en République islamique d'Iran et au Pakistan, dont le déplacement remonte à 1979. On dénombreait 6,9 millions de personnes dans des situations longues mais de moindre durée (entre cinq et neuf ans), dont 5,4 millions de réfugié-e-s syrien-ne-s en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie. Les 3,5 millions restants étaient dans des situations prolongées de réfugiés comprises entre 10 et 37 ans. Source : UNHCR (2018a), *Global Displacement Trends 2017*. <https://www.unhcr.org/globaltrends2017/>
- 71 Recueil d'Oxfam sur l'aide (à paraître).
- Empowering Women across the Humanitarian Development Peace Nexus: Side event on the margins of the Sixty-second session of the United Nations Commission on the Status of Women, mars 2018. <http://www.unwomen.org/en/news/events/2018/03/empowering-women-across-the-humanitarian-development-nexus>
- 72 Banque mondiale et Nations unies (2018), *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*. <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/publication/pathways-for-peace-inclusive-approaches-to-preventing-violent-conflict>
- 73 Banque mondiale (3 mars 2017), *The Humanitarian-Development-Peace Initiative*. <http://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/the-humanitarian-development-peace-initiative>
- 74 Banque mondiale (2018), *Maximizing the Impact of the World Bank Group in Fragile and Conflict-Affected Situations*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/855631522172060313/pdf/124654-WP-PUBLIC-MaximizingImpactLowresFINAL.pdf>
- 75 L'Association internationale de développement (qui fait partie de la Banque mondiale) a doublé ses engagements envers les états en situation de fragilité et de conflit, les portant de 7 à 14 milliards de dollars en 2017–2018. La Société financière internationale (la branche privée de la Banque mondiale) est désormais dans l'obligation d'accroître de 40 % les opérations de son secteur privé dans les états en situation de fragilité et de conflit, conformément à l'accord de 2018 sur l'augmentation générale du capital. Banque mondiale et FMI (2018), *Sustainable Financing for Sustainable Development: World Bank Group Capital Package Proposal*. Rapports aux gouverneurs lors des Réunions de printemps 2018.

http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/23776700/DC2018-0002_P SustainableFinancing421.pdf

- 76 Global Concessional Financing Facility. *About Us*. <http://globalcff.org/about-us>
- 77 Banque mondiale (27 mars 2016), *La Banque mondiale approuve un financement de 100 millions de dollars pour la création de 100 000 emplois au profit des Jordaniens et des réfugiés syriens*. Communiqué de presse. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2016/03/27/exceptional-financing-jordan-jobs-syrian-refugees>
- 78 Par exemple, en réponse aux « quatre famines » dans le nord-est du Nigeria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen en 2017, La Banque mondiale a mobilisé 1,8 milliard de dollars sur 17 projets destinés à fournir des espèces aux populations affectées afin de leur permettre d'acheter de la nourriture, de renforcer la résilience des communautés et de maintenir la prestation de services aux personnes les plus vulnérables dans ces pays. Banque mondiale (27 novembre 2018), *Le Groupe de la Banque mondiale et la lutte contre la famine : Données clés*. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/fragilityconflictviolence/brief/fact-sheet-the-world-bank-groups-response-to-the-famine-crisis>
- 79 Même si, historiquement, la Banque mondiale n'a pas toujours consulté la société civile, plusieurs mesures importantes et pertinentes ont été déployées au fil des ans et sont devenues des normes établies. On peut notamment citer la création du Panel d'inspection (le mécanisme indépendant de redevabilité de la Banque) en 1993, une politique forte sur l'accès à l'information en 2009, l'élaboration d'un Cadre stratégique pour l'intégration citoyenne en 2014 et le Comité consultatif d'experts sur l'intégration citoyenne. L'examen de 2018 sur l'intégration citoyenne a révélé une évolution dans le bon sens, mais en partant de très bas. Banque mondiale (2018), *Engaging Citizens for Better Development Results*. Independent Evaluation Group, Washington, DC. https://ieg.worldbankgroup.org/sites/default/files/Data/Evaluation/files/Engaging_Citizens_for_Better_Development_Results_FullReport.pdf
- 80 N. Mimica, Commissaire chargé de la Coopération internationale et du Développement, Commission européenne (7 décembre 2017), *"The security-development nexus: a pillar of sustainable peace" at the International Conference "Future of Peace" (Zagreb, 7/12/2017)*. Discours. https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2014-2019/mimica/announcements/security-development-nexus-pillar-sustainable-peace-international-conference-future-peace-zagreb_en
- 81 Commission européenne. Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique. https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/homepage_en
- 82 Commission européenne. EU Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations. https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/news_corner/migration_en
- 83 Commission européenne. *Janvier 2018 – Conclusions du Conseil sur l'approche intégrée à l'égard des conflits et des crises extérieures*. <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-5413-2018-INIT/fr/pdf>
- 84 Ibid.
- 85 Ibid.
- 86 Selon les conclusions du Conseil, l'AI s'inscrit au plus haut niveau de la politique étrangère de l'UE. Il s'agit d'une politique fondamentale qui se reflète dans la communication conjointe de 2017 concernant la résilience et les Conclusions du Conseil de l'UE intitulées « Donner un contenu opérationnel aux liens entre action humanitaire et développement » (mai 2017).
- 87 Comme convenu en septembre 2018 lors de la Réunion informelle des ministres des Affaires étrangères sur le développement.
- 88 Voir par exemple PeaceLab (7 mars 2018), *The EU's Integrated Approach and the German Guidelines 'Preventing Crises, Resolving Conflicts, Building Peace'*. <https://peacelab.blog/2018/03/addressing-the-challenges-of-an-unravelling-world-the-eus-integrated-approach-and-the-german-guidelines-preventing-crises-resolving-conflicts-building-peace>
- 89 Conclusions du Conseil de l'UE (19 mai 2017), *Donner un contenu opérationnel aux liens entre action humanitaire et développement*.

- 90 N. Mimica, Commissaire chargé de la Coopération internationale et du Développement, Commission européenne (7 décembre 2017),
- 91 Voir par exemple I. Maïga (21 février 2019), *Cost of counter-terrorism for civilians in Liptako-Gourma*. Institute for Security Studies. <https://issafrica.org/iss-today/cost-of-counter-terrorism-for-civilians-in-liptako-gourma>
- 92 Oxfam (5 décembre 2018), *Sahel : Priorité à la résilience et au développement des communautés*. <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2018-12-04/sahel-priorite-la-resilience-et-au-developpement-des>
- 93 Voir par exemple :
- FIDH (20 novembre 2018), *Centre Mali : les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme*. <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/mali/centre-mali-les-populations-prises-au-piege-du-terrorisme-et-du>
- PNUD (2017), *Journey to Extremism in Africa*. <http://journey-to-extremism.undp.org/en/reports>
- 94 N. Ndeda et D. Birungi (2018), *Addressing the Humanitarian-Development Nexus in the Horn of Africa*.
- 95 Cadre d'action global pour les réfugiés, *Global Digital Portal*. www.globalcrf.org
- 96 Voir par exemple : ECOSOC Humanitarian Affairs Segment. (22 juin 2017), *The CRRF – potentially a game changer in large scale and protracted refugee situations*. Événement en marge. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/HAS_2017_-_SE_The_CRRF_13_June_2017.002.pdf
- 97 UNHCR (2018b), *Refugee Livelihoods and Economic Inclusion 2019–2023 Global Strategy Concept Note*. <https://www.unhcr.org/publications/operations/5bc07ca94/refugee-livelihoods-economic-inclusion-2019-2023-global-strategy-concept.html>
- 98 S. Ciacci (2014), *The Partnership with Local Authorities in Responding to Humanitarian Crisis: The case of Lebanon, lessons learned and recommendations*. Oxfam Italie. <https://www.oxfamitalia.org/wp-content/uploads/2014/09/Oxfam-Part-two.pdf>
- 99 The Syria Campaign. *UN: Stop Taking Sides campaign*. <https://act.thesyriacampaign.org/sign/stop-taking-sides/>
- 100 Human Rights Watch (25 février 2019), *Iraq: Officials Arrest, Abuse, Harass Aid Workers*. <https://www.hrw.org/news/2019/02/25/iraq-officials-arrest-abuse-harass-aid-workers>
- 101 La méfiance règne depuis longtemps entre la région affectée et le gouvernement de Kinshasa. Au moment de la rédaction du présent document, la région connaît une relative accalmie avec la nouvelle présidence, mais les attentes sont fortes et l'on peut redouter des troubles civils si elles ne sont pas satisfaites.
- 102 Voir par exemple : MONUSCO (17 janvier 2019), *Protection des Civils : Violations Graves des Droits de l'Homme dans les Provinces Affectées par les Conflits*. Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme en RDC (BCNUDH) MONUSCO – HCDH. (Français). https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/unjhro_-_aperçu_de_la_situation_des_droits_de_l_homme_en_rdc_en_dec_2018.pdf
- 103 D'un autre côté, sur le plan opérationnel, Oxfam et son partenaire PAP-RDC travaillent de façon probante avec les communautés, y compris avec certaines autorités locales.
- 104 Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar*. <https://www.ohchr.org/en/hrbodies/hrc/myanmarffm/pages/index.aspx>
- 105 *Promotion of Durable Peace and Development*, <https://myanmar.oxfam.org/what-we-do/promotion-durable-peace-and-development>
- 106 L. Mayoux (2014), *Gender Action Learning for Sustainability at Scale*. <http://www.galsatscale.net/> ; et L. Mayoux (2014), *Gender Action Learning System (GALS)*. http://www.galsatscale.net/_documents/GALSatScale0overviewCoffee.pdf

- 107 K. Peters et F. Pichon (2017), *Crisis modifiers: a solution for a more flexible development-humanitarian system?* ODI <https://www.odi.org/publications/10975-crisis-modifiers-solution-more-flexible-development-humanitarian-system>
- 108 Y. Ayobi, A. Black, L. Kenni, R. Nakabea et K. Sutton (2017), *Going Local: Achieving a more appropriate and fit-for-purpose humanitarian ecosystem in the Pacific*. Croix-Rouge australienne. <https://www.redcross.org.au/getmedia/fa37f8eb-51e7-4ecd-ba2f-d1587574d6d5/ARC-Localisation-report-Electronic-301017.pdf.aspx>
- 109 Conclusions du Plan stratégique d'Oxfam International, objectif de changement 4. *Learning from Oxfam's resilience-building interventions: Evaluation of the Oxfam Strategic Plan 2013–2019* (ébauche interne).
- 110 Voir par exemple : L. Tanner et L. Moro (2016), *Missed Out: The role of local actors in the humanitarian response in the South Sudan conflict*. Oxfam, Tearfund, Christian Aid et CAFOD/Trocaire. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/missed-out-the-role-of-local-actors-in-the-humanitarian-response-in-the-south-s-606290>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2016.606290>
- 111 K. Anderson et H. Myrntinen (2017), *Now is the Time: Research on Gender Justice, Conflict and Fragility in the Middle East and North Africa*. Oxfam et International Alert. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/now-is-the-time-research-on-gender-justice-conflict-and-fragility-in-the-middle-620274>
- 112 Par exemple, une recherche menée par Oxfam au Myanmar a révélé qu'il pouvait être difficile pour les organisations communautaires de renforcer leurs opérations afin de répondre aux besoins humanitaires, car cela impliquait de remettre à plus tard les problématiques du développement et de se détourner de leur « vraie » mission. M. Stephen (2017), *Partenariats en situations de conflit : Impact des conflits violents sur la société civile locale et réponse des partenaires internationaux*. Oxfam et International Alert. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/now-is-the-time-research-on-gender-justice-conflict-and-fragility-in-the-middle-620274>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2017.0759>
- 113 Des interventions localisées peuvent améliorer le temps de réaction et l'accès, l'acceptation, l'efficacité par rapport aux coûts, les liens avec le développement et la redevabilité. C. Fabre (2017), *Localising the Response: World Humanitarian Summit, putting policy into practice*. OCDE <https://www.oecd.org/development/humanitarian-donors/docs/Localisingtheresponse.pdf>
- 114 B. Lamber, F. Rhodes et M. Zaaroura (2018), *A Feminist Approach to Localisation: How Canada can support the leadership of women's rights actors in humanitarian action*. Oxfam Canada. <https://www.oxfam.ca/publication/a-feminist-approach-to-localization-how-canada-can-support-the-leadership-of-womens-rights-actors-in-humanitarian-action>
- 115 Comité permanent interorganisations (2017), *The Gender Handbook for Humanitarian Action*. https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2018-iasc_gender_handbook_for_humanitarian_action_eng_0.pdf S. W. Omamo (14 mai 2018), *Early action plus investment can save billions of dollars in food assistance*. WFP Insight. <https://insight.wfp.org/early-action-plus-investment-can-save-billions-of-dollars-in-food-assistance-b400916ff000>
- 116 Ces chiffres tiennent compte des pertes évitées. USAID (2018), *The Economics of Resilience to Drought*. <https://www.usaid.gov/resilience/economics-resilience-drought>
- 117 S. W. Omamo (14 mai 2018), *Early action plus investment can save billions of dollars in food assistance*. WFP Insight. <https://insight.wfp.org/early-action-plus-investment-can-save-billions-of-dollars-in-food-assistance-b400916ff000>
- 118 Si le calcul des coûts contrefactuels de la prévention d'un conflit est pour ainsi dire impossible (à cause de nombreuses réserves), le groupe de réflexion de l'Institute for Economics and Peace (IEP) estime qu'entre 2016 et 2025, « le rapport coût-efficacité de l'instauration de la paix sera de 1:16, ce qui indique qu'une intensification du financement de l'instauration de la paix serait très bénéfique non seulement pour la paix, mais également au niveau des retombées économiques potentielles dans l'économie globale ». IEP (2017), *Measuring Peacebuilding Cost-Effectiveness*. http://visionofhumanity.org/app/uploads/2017/03/Measuring-Peacebuilding_WEB.pdf p. 3 et 38.
- 119 Banque mondiale et Nations unies (2018), *Pathways for Peace*.

- 120 E. Buchanan (2018), *Hungry for Peace: Exploring the links between conflict and hunger in South Sudan*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/hungry-for-peace-exploring-the-links-between-conflict-and-hunger-in-south-sudan-620430>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2017.1855>
- 121 Médecins Sans Frontières (MSF) (5 mai 2016), *MSF to Pull out of the World Humanitarian Summit*. Déclaration. <https://www.msf.org/msf-pull-out-world-humanitarian-summit>
- 122 Voir par exemple : N. Nyabola (23 janvier 2018), *Will the Stability Doctrine in Africa destabilise the world?* African Arguments. <https://africanarguments.org/2018/01/23/will-the-stability-doctrine-in-africa-destabilise-the-world/>
- 123 E. O'Leary (2018), *Principles under Pressure: the impact of counterterrorism measures and preventing/countering violent extremism on principled humanitarian action*. Norwegian Refugee Council. <https://www.nrc.no/resources/reports/principles-under-pressure/>
- 124 Voir par exemple : M. de Castellarnau et V. Stoianova (2018), *Bridging the Emergency Gap: Reflections and a call for action after a two-year exploration of emergency response in acute conflicts*. MSF. <https://arhp.msf.es/emergency-gap-final-report-bridging-emergency-gap>
- 125 P. Knox Clarke (2018), *The State of the Humanitarian System 2018*. ALNAP. <https://www.alnap.org/help-library/the-state-of-the-humanitarian-system-2018-full-report>
- 126 OCHA (2018), *Aperçu des Besoins Humanitaires*. (Français). https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/drc_hno_2018_fr.pdf
- 127 Unicef, OCHA, OCDE (2019), *Analyse préliminaire des risques des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma* (Français). <http://www.food-security.net/document/analyse-preliminaire-des-risques-des-vulnerabilites-et-des-actifs-de-resilience-dans-la-region-du-liptako-gourma/>
- 128 ACAPS, Soudan, novembre 2018. <https://www.acaps.org/country/sudan>
- 129 Groupe des Nations unies pour le développement (2013), *UN Policy on Integrated Assessment and Planning*. <https://undg.org/document/un-policy-on-integrated-assessment-and-planning/>
- 130 Au Niger, l'une des réalisations collectives est énoncée comme suit : « Renforcer la résilience pour promouvoir la stabilité par l'intermédiaire d'une réforme du secteur de la sécurité, d'un renforcement de la gouvernance et des moyens de subsistance ». Groupe de travail du CPI, octobre 2018, Collective Outcome Progress Mapping. Voir https://interagencystandingcommittee.org/system/files/activity_1.5_iasc_hdn_ttt_collective_outcome_mapping_v2.pdf
- 131 OCHA (2018), *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2019*. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHO2019_FR.pdf
- 132 Groupe de travail du CPI, octobre 2018.
- 133 OCDE, *APD nette*. <https://data.oecd.org/fr/oda/apd-nette.htm>
- 134 Des propositions en ce sens ont été formulées lors d'une réunion ad hoc de la Commission européenne avec des partenaires de mise en œuvre de l'approche de l'UE vis-à-vis des déplacements forcés et du développement, qui s'est tenue les 29 et 30 mai 2018 à Bruxelles et à laquelle Oxfam a participé.
- 135 K. Murphy et A. Ansari ed., *Humanitarian Chapter and Minimum Standards in Humanitarian Response* (2018), <https://handbook.spherestandards.org/fr/sphere/#ch001>
- 136 Oxfam (2012), *Aid policy compendium*. Document interne.
- 137 PNUD (2017), *Journey to Extremism in Africa*.
- 138 M. O'Reilly, A. O Suilleabhain et T. Paffenholz (2015), *Reimagining Peacemaking: Women's Roles in Peace Processes*, Institut international pour la paix

- 139 Council on Foreign Relations, *Women's Roles in Peace Processes*.
<https://www.cfr.org/interactive/womens-participation-in-peace-processes/explore-the-data>
- 140 Voir par exemple : V. Barbelet (2018), *As local as possible, as international as necessary: Understanding capacity and complementarity in humanitarian action*. ODI. Document de travail du HPG. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12527.pdf>
- 141 T. R. Gingerich et M.J. Cohen (2015), *Turning the Humanitarian System on Its Head*.
C. Bennett et al. (2017), *Planning from the future*.
- 142 L. Tanner et L. Moro (2016), *Missed Out*.
- 143 Ces zones ont été choisies car elles sont plus stables et donc plus appropriées pour des programmes requérant un investissement à plus long terme.
- 144 Système de suivi financier du bureau OCHA, *Mali 2018 (Humanitarian response plan)*. Dernière visite le 7 décembre 2018.
<https://fts.unocha.org/appeals/638/summary>
- 145 Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (14 juillet 2017), *Reaching the furthest behind first is the answer to leaving no one behind*. <https://www.un.org/development/desa/en/news/sustainable/reaching-furthest-behind.html>
- 146 H. Jeans et al. (2016), *L'avenir est un choix*.

Les documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions de développement et de politique humanitaire. S'agissant de « travaux en cours », ces documents ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne traduisent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles de l'auteur-e et pas forcément celles d'Oxfam.

Ce document a été rédigé par Emma Fanning et Jessica Fullwood-Thomas, et s'appuie sur les enseignements tirés auprès des différents affiliés Oxfam. Oxfam remercie également Amélie Gauthier, Maria Chalaus Freixa, Sebastian Thomas, Annabel Morrissey, Raphael Shilhav, Julien Vaissier, Julie Seghers, Julie Lafrenière, Marc Cohen, Tariq Ahmad, Michelle Strucke, Debbie Hillier, Jola Miziniak, Katja Levin, Michelle van den Berg, Sally Chin, Sarnata Reynolds, Charlotte Stemmer, Philippa Young, Valentina Evangelisti, Aurore Mathieu et Anna Chernova pour leur assistance dans sa réalisation.

Pour obtenir plus d'informations ou pour réagir à ce document, envoyez un courriel à jfullwood-thomas1@oxfam.org.uk

© Oxfam International, juin 2019

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78748-444-3. en juin 2019. DOI : 10.21201/2019.4436

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Membre observateur : KEDV (Oxfam Turquie)